LES ARTICLES DU JOUR .COM
"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"

LUNDI 14 OCTOBRE 2024

NOTRE COMPRÉHENSION DE LA VIE : TOUT EST FAUX - Jean-Pierre

► VIDÉO : La transition : une prouesse inédites (Vincent Mignerot) p.2
► L'effondrement ou la continuation de l'effondrement (Antonio Turiel) p.2
► 2030. Les quatre cavaliers de l'apocalypse (Par Quark) p.5
► Effondrement = période prolongée de rendements décroissants + poussée(s) de stress significative(s), Partie 1 (Steve Bull) p.18
► Il nous reste très peu de temps. Modèle d'exportation de pétrole. (Par Quark) p.22

SECTION POLITIQUE # p.31

► Progressivement, puis soudainement (James Rickards) p.31
► La violence a été normalisée (Jeffrey Tucker) p.33
► « Nous perdons le contrôle total » (James Howard Kunstler) p.36
► « Vos arguments sont vraiment stupides » (Brian Maher) p.39
► Victor Bout mord le cul de Biden (Sean Ring) p.41
► Les Héros et les Méchants (James Howard Kunstler) p.45

SECTION ÉCOLOGIE # p.48

► RETOUR SUR TERRE.... (Patrick Reymond) p.48

► LE COIN À JEAN-MARC JANCOVICI p.49
- Captage et stockage de carbone
- INVENTAIRE FORESTIER NATIONAL

SECTION ÉCONOMIE # p.51

► Le problème caché derrière l'inflation (Philippe Béchade) p.52
► Panique à la BCE (François Asselineau) p.56
► « La France peut-elle échapper à une crise financière ? » (Charles Sannat) p.58
► La guerre et l'argent (Bill Bonner) p.61

▲RETOUR▲

<<><><><><><><> (0) <><><><><><><><>

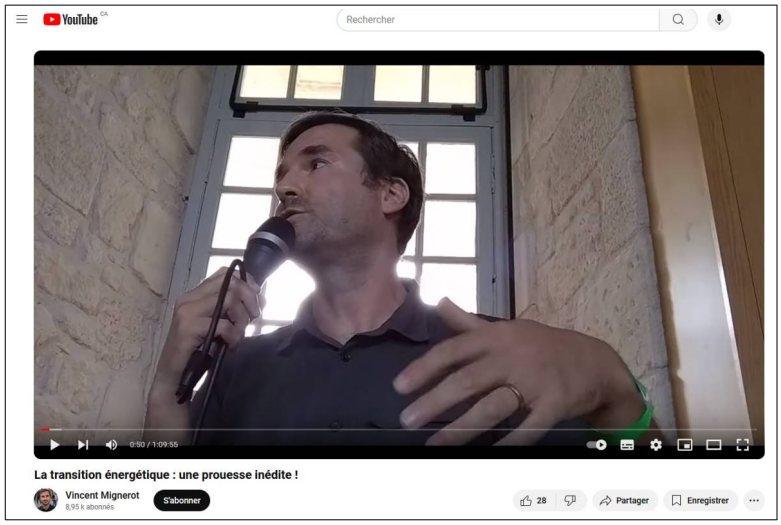
VIDÉO : La transition : une prouesse inédites

Vincent Mignerot 11 octobre 2024

✨J’ai eu le plaisir d’intervenir, le 26 juillet dernier, lors de la deuxième édition du Festival de la décroissance ! ✨
L’occasion de débattre : la transition énergétique est-elle une illusion ?

Afin d’introduire ce débat j’ai proposé d’interroger la faisabilité d’une transition énergétique en examinant si, dans l’évolution, un tel phénomène s’était déjà produit. J’ai comparé, à titre d’exemple, les propriétés des sociétés thermo-industrielles avec celles de certains organismes vivants, capables d’exploiter différentes formes d’énergie. Les analogies ont leurs limites, celle-ci pointe en tout cas que les technologies sur lesquelles les sociétés thermo-industrielles comptent pour leur transition ne leur donnent accès ni à l’autocatalyse ni à l’auto-organisation, alors que ces propriétés définissent l’ensemble du vivant, depuis son apparition. L'attribution aux machines des propriétés qu’elles n'ont pas invite à interroger certaines de nos croyances. Dans le domaine de la transition énergétique au moins, nous aurions développé une forme de “techno-animisme” :
https://www.defienergie.tech/.../civilisation-techno.../

À l’issu de ce bref exposé s’est ouverte une très riche discussion ! Et certains échanges m’ont particulièrement ému… 🤗



https://www.youtube.com/watch?v=ijv2wHE3rZU&ab_channel=VincentMignerot (1 heure)

▲RETOUR▲

.L'effondrement ou la continuation de l'effondrement

Antonio Turiel Vendredi 11 octobre 2024

Chers lecteurs :

Nous avons déjà discuté à plusieurs reprises sur ce blog de l'obsession des industriels selon laquelle leur modèle de transition énergétique est le seul valable et applicable, et que tous ceux d'entre nous qui en soulignent les lacunes et les limites sont pour le moins défaitistes et peut-être atteints, selon eux, d'une sorte de déficience mentale. Bien entendu, ces personnes ne discutent jamais de la substance technique des lacunes signalées, notamment parce que leur formation ne leur permet pas, dans de nombreux cas, de comprendre les problèmes dont il est question, les personnes issues des sciences humaines étant plus fréquentes dans le groupe des industriels et les personnes formées aux sciences naturelles étant plus rares. Il est vrai qu'il y a aussi un certain nombre d'ingénieurs dans ce groupe, tous travaillant pour des entreprises du secteur, mais ils n'entrent pas dans le fond des critiques et préfèrent détourner l'attention avec d'autres données qui n'ont rien à voir avec les questions soulevées, entre autres parce qu'ils savent très bien que les critiques sont vraies et pertinentes. En fait, je connais pas mal d'ingénieurs qui ont travaillé dans le secteur et qui l'ont quitté pour des raisons d'éthique professionnelle et personnelle.

Si j'en parle, c'est parce que j'en ai assez de lire un énième article, signé par trois personnes qui se prétendent écologistes, dans lequel on défend sans esprit critique le modèle de l'électricité renouvelable industrielle (REI). Ils répètent, une fois de plus, que ce n'est qu'en s'engageant totalement dans la REI que nous pourrons arrêter la catastrophe environnementale en cours, que nous devons respecter nos engagements internationaux, que nous devons réduire notre dépendance à l'égard de l'étranger... Et face à l'accumulation des preuves de l'échec du modèle, ils sortent l'un de leurs épouvantails préférés. La responsabilité de l'opposition sur le territoire incombe à ceux qu'ils appellent les « collapsistes », qui répandent de fausses idées, troublent la population, obscurcissent le débat, empêchent notre salut climatique, énergétique et économique ?

Cette anomalie purement ibérique, qui consiste à qualifier de « collapsistes » ceux qui affirment que l'EIN est nu, ceux qui démontrent que cette transition ne fonctionne pas, a été conçue au sein du parti politique Más Madrid. Une élite non élue de personnes qui ont une trop haute opinion d'elles-mêmes et de leurs capacités intellectuelles, même si elles n'ont aucun mérite académique particulier, a décidé de transformer la disqualification des arguments contre la RIE en une étiquette « collapsiste ». Bien entendu, ils n'ont à aucun moment défini ce que signifiait le mot « collapsiste », avec l'intention de laisser entendre que ceux qui défendaient cette position pariaient, par pure folie, sur l'effondrement de la société. Faute d'avoir pu fournir une argumentation rigoureuse en faveur de leur thèse, et alors que l'appropriation coloniale du territoire devient de plus en plus évidente, les mostmadrileños de cette

tendance ont opté pour la disqualification, espérant ainsi dégager l'espace politique qu'ils voulaient occuper et qu'ils sentaient, d'une certaine manière, en danger.

Cela fait maintenant plus de deux ans que nous poursuivons ces absurdités et certaines choses sont en train de changer. Ces derniers temps, je constate que la manipulation du terme « collapsiste » par les moremadrileños et leur entono dévalorise à la fois le terme lui-même et ceux qui l'utilisent. En fait, lorsqu'ils n'ont pas d'arguments à opposer aux critiques, ils ont recours au terme en question, ce qui montre de plus en plus clairement que ceux qui l'utilisent n'ont tout simplement pas d'arguments.

Ce qui m'a frappé dès le départ, c'est le manque de profondeur intellectuelle des personnes qui ont choisi de mener cette bataille terminologique. En examinant leurs arguments, on se rend compte à quel point leurs lectures sont faibles, mal choisies et mal digérées - et pas seulement dans ce domaine : les positions dociles et soumises, qui rappellent le capitulationnisme de l'entre-deux-guerres du siècle dernier sur de nombreux autres sujets de discussion publique, font rougir à maintes reprises. Mais dans le cas de l'effondrement, il est particulièrement ridicule de constater le peu de bagage intellectuel dont elles disposent et l'ignorance totale de ceux qui sont et ont été la référence en matière de discussion sur le risque d'effondrement de la société et de ceux qui ont même défendu le bien-fondé de l'effondrement.

Le débat intellectuel sur le déclin et la chute de la civilisation occidentale a commencé au moins dans les années 1970, et je ne parle pas ici des travaux dans le domaine des sciences naturelles tels que « The Limits to Growth », mais de ceux dans les domaines de la philosophie, de la sociologie et de l'anthropologie. En parlant d'effondrement au cours de ce siècle, il serait obligatoire de mentionner Pablo Sévigné ou des références intellectuelles nationales telles que Jorge Riechmann ou Carlos Taibo, qui ont abordé la question à diverses occasions, défendant même l'avantage environnemental et social d'un effondrement précoce, dans la lignée du « collapse now and avoid the agglomerations » de John Michael Greer, une autre référence intellectuelle ignorée, tout comme Josep Tainter ou Jared Diamond, tous deux également complètement absents de leurs disquisitions. L'omission délibérée de Félix Moreno et de son manifeste collapsiste, ou de versions plus argumentées de la nécessité de la « décivilisation » du Black Mountain Project, est également frappante, toujours dans une tonalité domestique. Rien de tout cela n'est entendu dans les arguments les plus madrilènes, juste une répétition gargantuesque et trompeuse du mantra « vous êtes un collapsiste » lorsque quelqu'un les prend à partie, sans manifestement savoir ce qu'ils sont en train de dire.

Comme je l'ai également fait remarquer à maintes reprises, ces personnes traitent essentiellement d'« effondristes » les décadents, et en particulier ceux d'entre nous qui viennent du monde universitaire. En d'autres termes, ceux d'entre nous qui les dérangent sont ceux qui défendent la nécessité d'une société en équilibre avec la nature et qui satisfait les besoins de sa population sans avoir besoin d'une croissance à l'infini et au-delà du capital. En d'autres termes, ceux qui ne prônent rien qui ressemble à l'effondrement de la civilisation, même si c'est probablement l'effondrement du capitalisme.

Car c'est là le vrai problème. Si nous dérangeons et s'ils nous dérangent, c'est parce que nous sommes les ennemis de leur maître.

Le problème, c'est qu'ils montrent trop leurs couleurs à ce stade. Il est évident que la RIE est en train d'échouer : les ventes de voitures électriques s'effondrent en Europe alors que les constructeurs automobiles mettent leurs plans d'électrification au frigo, les coupures se généralisent, la consommation d'électricité continue de baisser et maintenant, pour couronner le tout, le gouvernement espagnol va pénaliser les installations d'autoconsommation, les obligeant à installer des systèmes de stabilisation coûteux pour leur permettre d'accéder au réseau (lire cet intéressant billet de maître Beamspot sur le sujet). Pendant ce temps, la production de cuivre et d'argent est déjà en baisse, préfigurant un avenir où l'électricité renouvelable sera un luxe qui ne sera pas accessible à tous.

Et pendant ce temps, ces bons à rien, ces sauveurs de la patrie par personne élue, ces fascistes à la noix, continuent de tout miser sur un modèle qui, oui, peut nous faire sombrer si on s'obstine à le suivre à la lettre. Précisément,

comme nous en avertit le dernier rapport sur l'état de la planète, dans lequel les scientifiques environnementalistes les plus renommés de la planète nous préviennent du danger imminent de l'effondrement de notre civilisation s'il n'y a pas un changement de cap beaucoup plus profond que l'installation des énergies renouvelables.

C'est vous, les (éco)fascistes, qui êtes à l'origine de l'effondrement.

▲ RETOUR ▲

2030. Les quatre cavaliers de l'apocalypse

Par Quark 13 octobre 2024

La décennie 2020-2030 sera la période de transition entre l'ère de la croissance et le début du déclin. Le passage d'une activité économique en plein essor au cours des deux derniers siècles à une contraction perpétuelle dans les décennies qui suivront 2030 se produira (en fait, est en train de se produire) au cours de cette décennie mémorable.

Un plateau de changement dont la caractéristique fondamentale est la montagne russe définie par une succession de crises que nous vivons tout au long de cette période. Le décompte est bien connu.

1º). Fin 2019, **la crise des repo** américains a libéré la presse à imprimer de la Fed et il a été déclaré que les liquidités fournies par la toute puissante institution seraient suffisantes pour couvrir tout soupçon de contraction monétaire.

2) Début 2020, **la pandémie** a frappé le monde de plein fouet et nous avons été confinés pendant quelques mois. Les séquelles de ce mouvement durent depuis des années et ne sont pas encore totalement surmontées.

3) La première conséquence du confinement et son renversement ultérieur ont été des réouvertures à des rythmes différents, ce qui a entraîné une perturbation des chaînes d'approvisionnement.

4º). Les problèmes d'adaptation du commerce mondial ont donné lieu à **une période d'inflation**, aggravée par la suite par l'invasion de l'Ukraine.

5º). La guerre en Ukraine et les sanctions subséquentes contre la Russie ont contribué à renforcer les augmentations de prix qui se produisaient déjà en raison de la pénurie de certaines fournitures.

6º). Une crise énergétique a éclaté en 2022, en raison de la hausse des prix du gaz et de l'électricité en Europe en particulier. Les prix des denrées alimentaires ont également commencé à grimper et continuent de le faire aujourd'hui.

7º). L'augmentation des taux d'intérêt dans le monde entier a été une conséquence naturelle de ces fortes hausses de prix, afin de tenter d'enrayer l'augmentation de l'inflation.

8º). Alors que nous avions presque maîtrisé les prix, **l'attaque du Hamas en Israël** a déclenché la guerre au Moyen-Orient, qui a touché plusieurs pays. Le conflit israélo-iranien préside à toutes les opérations, avec ses dérivés correspondants sur le monde du pétrole.

9º). Tout ce qui s'est passé depuis 2020 a été ponctué par **un endettement massif** (pour compenser chacune des petites crises qui ont ponctué la période) qui, ajouté aux chiffres antérieurs déjà élevés, a révélé un grave problème résultant d'une terrible combinaison. Une dette gigantesque et des paiements d'intérêts trop élevés, ce qui signifie qu'il est nécessaire de les financer en recourant davantage à l'imprimante, entrant ainsi dans un cercle vicieux difficile à résoudre.

10º). Depuis 2020, nous sommes plongés dans une accélération de la transition énergétique. Ce « grand projet » nécessite des milliards d'investissements annuels, à un moment délicat en raison des dettes colossales des grands pays du monde.

Une telle accumulation de crises ne peut être surmontée sans conséquences désagréables. La perte de pouvoir d'achat fonctionne comme un mécanisme d'ajustement opaque, dont les répercussions affectent la consommation potentielle en Occident. Le passage de la croissance à la décroissance est masqué par les données officielles, où les moyennes statistiques cachent la baisse du pouvoir d'achat de larges couches de la population. Le PIB continue de croître, certes, mais tout le monde ne profite pas de cette croissance moyenne. Les riches sont plus riches et leur contribution suffit largement à compenser les baisses de la partie la plus pauvre de la société. La contraction économique a commencé, mais comme la fête se passe dans les quartiers, nous n'en avons pas encore pleinement conscience.

Nous avons maintenant une dette impayable, un secteur industriel en Europe qui disparaît tranquillement, tandis que les entreprises incapables de dégager des marges positives en raison du coût élevé de l'énergie envisagent de se délocaliser dans des régions où le coût de l'énergie est moins élevé. Le chômage est la dernière composante qui commencera à vaciller, lorsque les entreprises verront qu'elles n'en peuvent plus et que les renouvellements d'emplois temporaires ne seront pas comblés par de nouveaux postes. **Le tourisme a connu sa dernière grande année**, car lorsque le chômage commencera à augmenter, le nombre de visiteurs diminuera proportionnellement.

Le système réagit à ces mouvements prévisibles et a commencé à réduire les taux d'intérêt dans l'espoir d'une reprise rapide.

La concurrence avec l'Asie, et en particulier avec la Chine, constitue un problème supplémentaire. Si l'un des principaux piliers est ~~la transition énergétique~~, qui créera de nombreuses entreprises et, dans le même temps, un grand nombre d'emplois, la concurrence de la Chine est féroce. La Chine est en effet très en avance dans les secteurs de l'énergie photovoltaïque et de l'énergie éolienne. Les batteries sont également fabriquées en grande

partie en Chine, sans parler de l'industrie de pointe des voitures électriques. En d'autres termes, nous sommes arrivés tard, mal et jamais.

Et maintenant, ce que l'on nous propose.

Selon les experts de l'AIE, quatre mille milliards de dollars par an sont nécessaires pour achever la transition énergétique et éliminer les combustibles fossiles. Une idée fantastique qui fait d'une pierre plusieurs coups.

Mais si nous avons un grand imprimeur pour fournir les ressources monétaires et les investissements correspondants, nous devons nous demander si les matières premières nécessaires pour mener à bien la transition sont également disponibles. Et c'est là que commence ce billet, avec la présentation des **quatre cavaliers de l'apocalypse, le pétrole, le gaz, le cuivre et l'argent** (tous indispensables pour mener à bien la transition énergétique tant attendue).

Montés sur leurs destriers, ces quatre cavaliers sont les hérauts de l'apocalypse. Annonçant la fin de la croissance, ils nous annoncent une période de guerre des ressources, de famine, de maladie et de misère, fruit d'une combinaison dantesque. L'épuisement des ressources (le symbole que représentent les cavaliers), combiné à la faiblesse de l'économie mondiale, est ce qui précipitera une guerre des ressources « possible ou probable », dont nous avons déjà un avant-goût dans les conflits actuels en Ukraine et au Moyen-Orient, sans exclure la possibilité d'autres scénarios.

Une brève explication de chacun d'entre eux permettra de situer le contexte et d'illustrer le tableau complexe qui se profile à l'horizon.

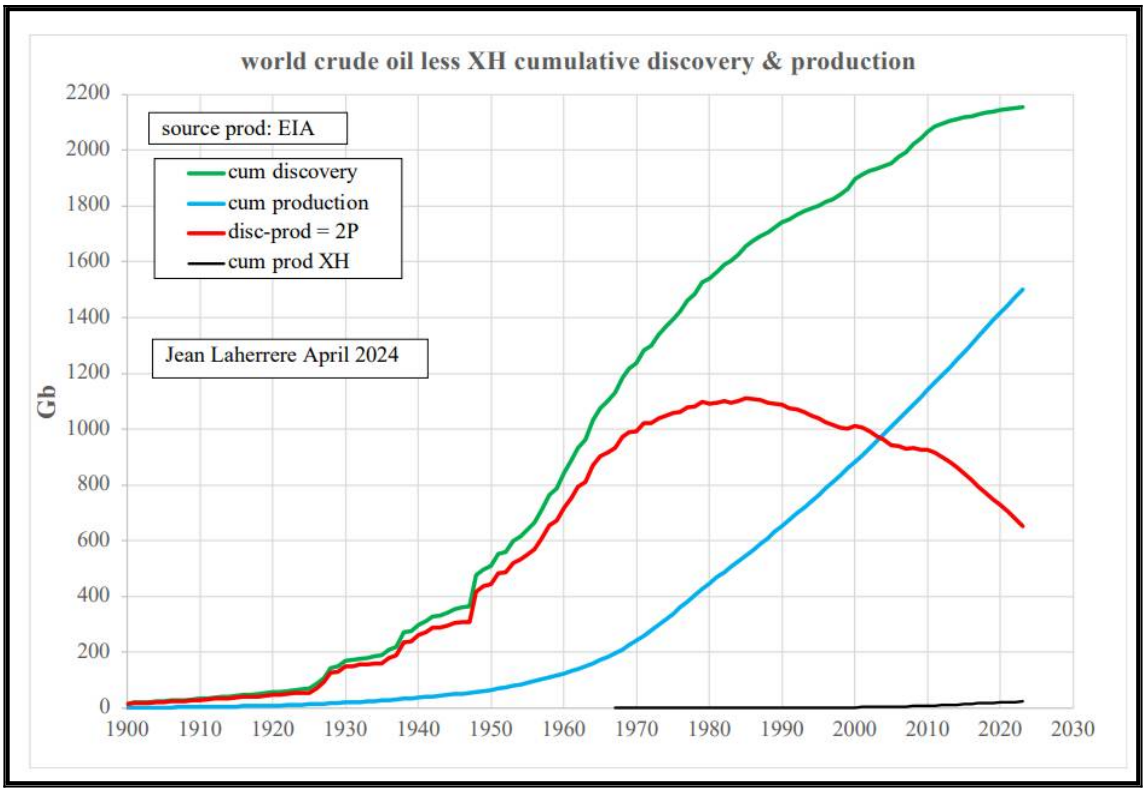
Le pétrole.

Le monde consomme 30 milliards de barils de pétrole par an. D'ici 2030, près de 200 milliards auront disparu des réserves.

La situation actuelle de la production mondiale de pétrole est la suivante.

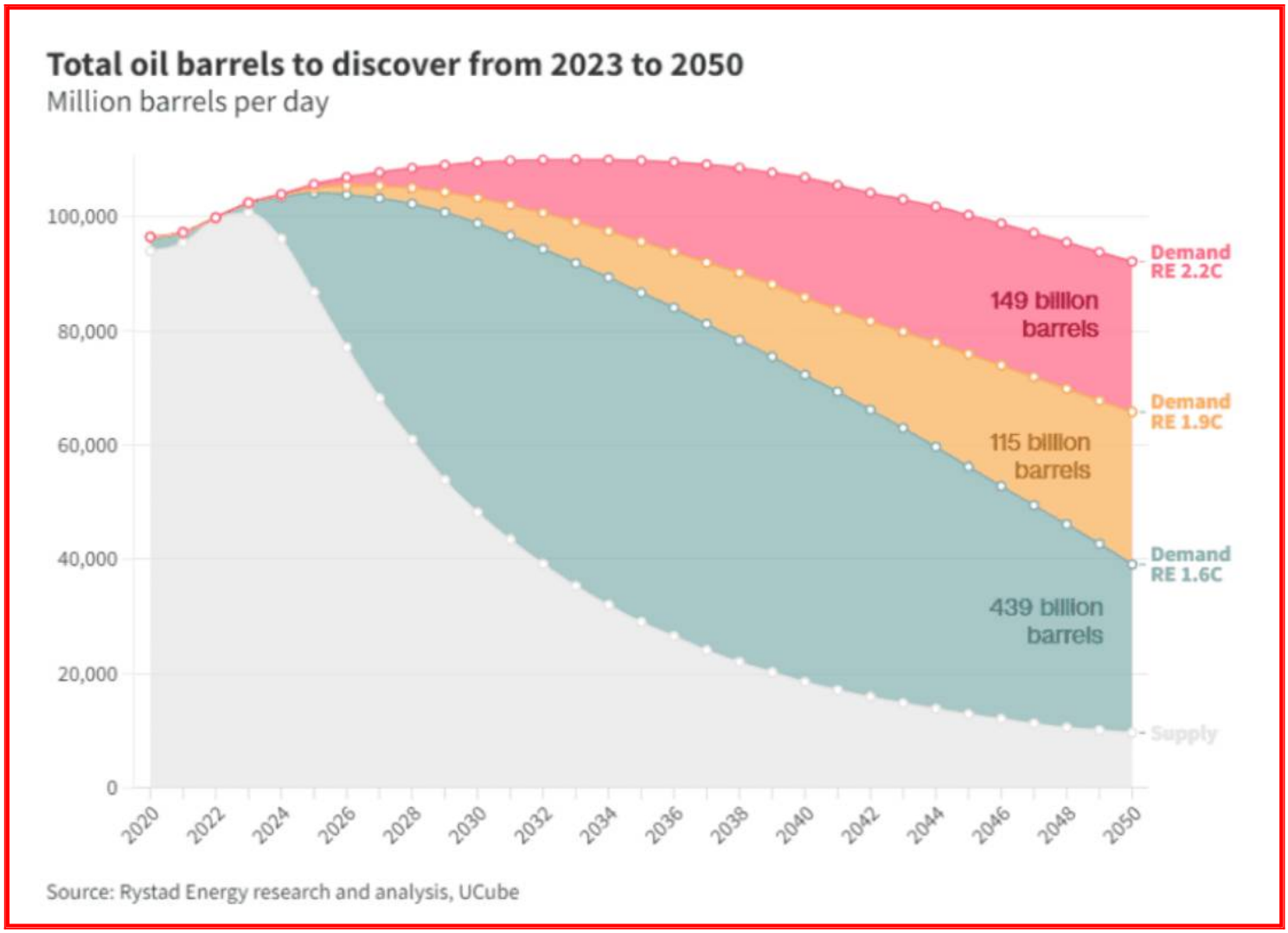
Nous sommes dans le plateau pétrolier post pic, après le pic de novembre 2018, avec une production d'environ 82 millions de b/j (nous sommes dans cette zone depuis une dizaine d'années).

Si l'on regarde ce graphique, les réserves restantes après avoir soustrait le pétrole consommé de la ligne rouge permettront à peine de tenir encore 15 ans.



À partir de 2030, le déclin de la production mondiale de pétrole sera brutal.

Les graphiques comme celui-ci donnent une idée approximative de la baisse attendue de la production, en fonction des nouvelles découvertes. Si les réserves ne sont pas reconstituées par de nouvelles découvertes, le déclin sera très rapide.



Le faible taux de reconstitution des réserves, conséquence de l'absence quasi totale de nouvelles découvertes, signifiera que les nouveaux projets seront lents à se mettre en place, ce qui, ajouté à l'épuisement des anciens champs supergéants, impliquera une chute drastique de la production de pétrole.

Les caractéristiques de déclin des puits de pétrole de schiste ne contribueront pas vraiment à maintenir la production et, avec l'épuisement de tous les gisements, la production chutera fortement en peu de temps.

Le gaz.

Bien que les réserves de gaz soient considérablement plus élevées que celles de pétrole, la production de gaz de schiste aux États-Unis entraînera à nouveau une baisse considérable à partir de 2030. De plus, dans ce cas, la demande devrait continuer à croître fortement au-delà de 2030, ce qui creusera l'écart entre l'offre et la demande.

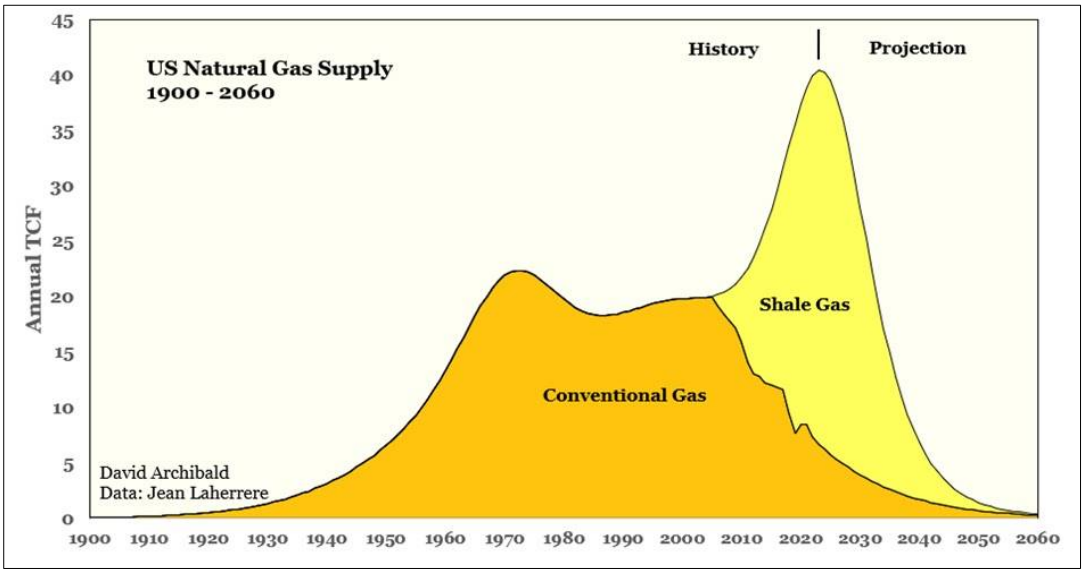
Même l'AIE s'inquiète (et s'étonne) de l'augmentation de la demande de gaz.

> ***« La demande mondiale de gaz naturel augmente plus rapidement que prévu et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) met en garde contre d'éventuelles pénuries d'approvisionnement dues à un sous-investissement dans la production.***
>
> ***La dépendance croissante de l'Europe à l'égard du GNL, due à la baisse de l'approvisionnement en gaz russe, pourrait entraîner une plus grande volatilité des marchés internationaux du gaz.***

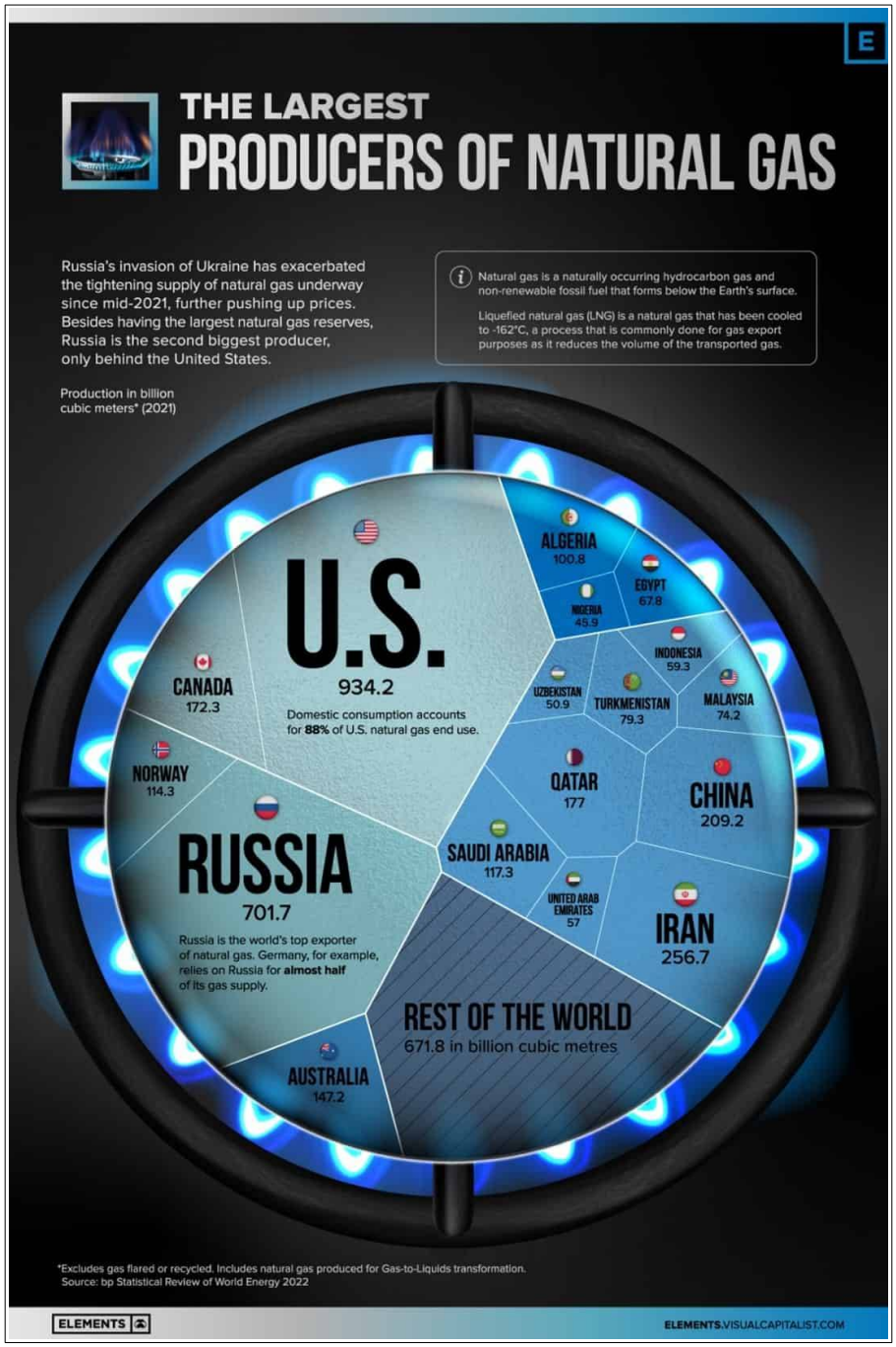
La lenteur de l'expansion de l'offre de GNL est due à l'augmentation des coûts de construction, aux défis réglementaires et aux politiques environnementales ».

En ce qui concerne le gaz, les États-Unis contribuent à hauteur de 25 % à la production mondiale. Mais la majeure partie de cette production provient de gisements de gaz et de pétrole de schiste. Une partie provient de puits de pétrole auxquels sont associés du gaz et des liquides de gaz naturel. Lorsque la production de pétrole de schiste commence à décliner, il en va de même pour le gaz associé. Si les puits de gaz commencent eux aussi à décliner fortement, nous nous dirigeons vers un autre déclin rapide.

Le pétrole et le gaz de schiste présentent tous deux un graphique similaire aux États-Unis. La production conventionnelle est en déclin depuis plus de 50 ans et la période du schiste sera vécue comme une impulsion énergétique d'une durée de 20 à 25 ans. Une fois cette impulsion passée, la tendance se poursuivra sans relâche, comme le montre ce graphique, et la production qui en résultera ne sera que marginale.



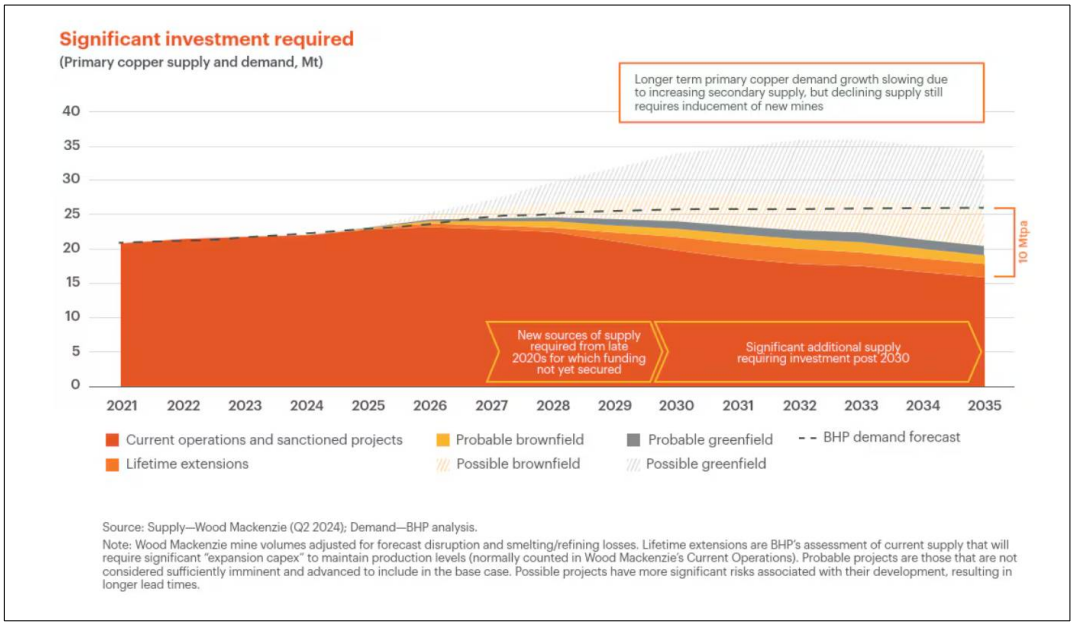
La perte de la production américaine de gaz (25 % du total mondial) sera irremplaçable et beaucoup plus grave si la demande continue de croître. Voici une infographie sur la part de la production par pays.



Le cuivre.

Je viens de présenter le dernier rapport sur les prévisions du marché du cuivre.

Un graphique récapitulatif nous indique déjà où nous en sommes et où nous allons.



Une fois de plus, l'offre en baisse n'est pas en mesure de répondre à la demande et les écarts commencent à être très importants à partir de 2030.

Comme dans le cas du pétrole, les découvertes de nouvelles mines de cuivre ces dernières années sont décevantes....

« Selon le dernier rapport annuel sur les découvertes de cuivre de S&P Global Market Intelligence, il y a eu.. :

> *...239 gisements de cuivre découverts entre 1990 et en 2023...nous n'avons enregistré que quatre découvertes au cours des cinq dernières années (2019-2023), totalisant 4,2 Mt de cuivre...Les découvertes de la dernière décennie ne représentent que 14 des 239 gisements inclus dans l'analyse »*

... alors que la demande continue de croître fortement.

> *« La demande mondiale de cuivre augmentera d'environ 70 % pour atteindre plus de 50 millions de tonnes (Mt) par an d'ici 2050.*

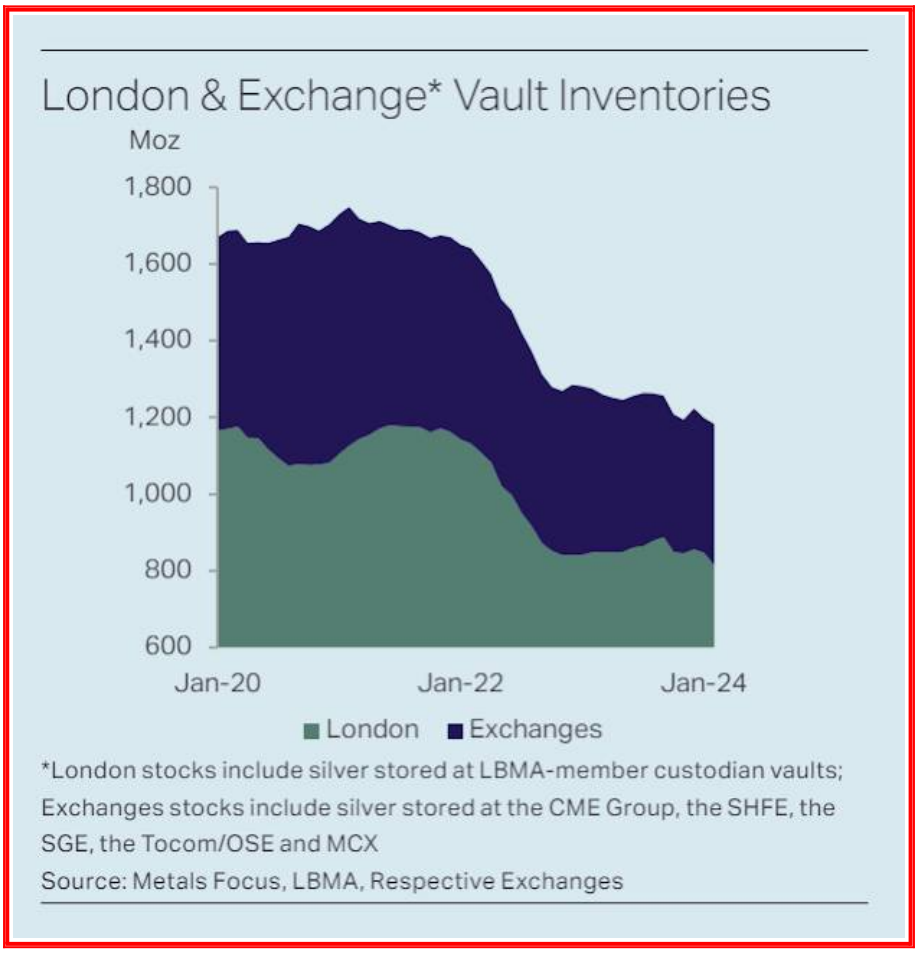
L'argent.

Ce métal n'est pas seulement essentiel pour l'industrie photovoltaïque, mais tous les appareils électroniques ont besoin de petites quantités d'argent pour fonctionner correctement.

> *« L'argent est indispensable pour les applications dans les appareils électroniques car c'est le métal le plus conducteur au monde. Il est également relativement facile à sérigraphier, à distribuer par jet d'encre, à imprimer en aérosol ou en rouleau (comme les encres conventionnelles). Il offre également une résistance à la corrosion, la capacité de se plier et de s'étirer sans se rompre, tout en conservant sa conductivité électrique. L'argent est idéal pour les dispositifs tels que les capteurs qui nécessitent une réflectance élevée, une autre caractéristique exceptionnelle du métal ».*

Dans le cas de l'argent, la pénurie est bien amorcée, avec des déficits annuels moyens de plus de 200 millions d'onces au cours des quatre dernières années. L'offre n'est pas en mesure de répondre à la demande et il a déjà été reconnu que les pénuries seront permanentes.

Les stocks continuent de diminuer et, à ce rythme, ils seront épuisés dans quelques années.



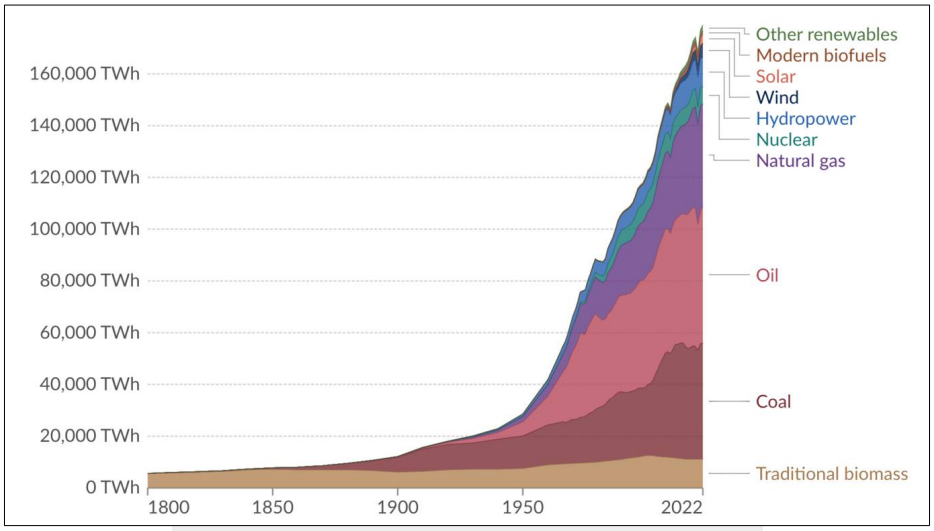
L'un des principaux problèmes de l'argent est qu'il est obtenu comme sous-produit d'autres mines pour 75 % de sa production, de sorte qu'une augmentation du prix de l'argent affecte la possibilité d'ouvrir de nouvelles mines d'argent primaire, mais comme il ne représente que 25 % de la production minière totale, il ne pourrait pas augmenter de beaucoup le total disponible.

Perspectives.

J'ai déjà décrit les perspectives d'avenir de ces quatre matières premières.

Il convient maintenant d'examiner la situation actuelle et les perspectives d'avenir, afin de comprendre pourquoi ces quatre éléments ressemblent aux quatre cavaliers de l'apocalypse.

Le système énergétique est basé sur les combustibles fossiles. La production totale d'énergie primaire dépend à 82 % des combustibles fossiles, de sorte qu'une baisse significative de la production de pétrole et de gaz à partir de 2030 menace le maintien du système.

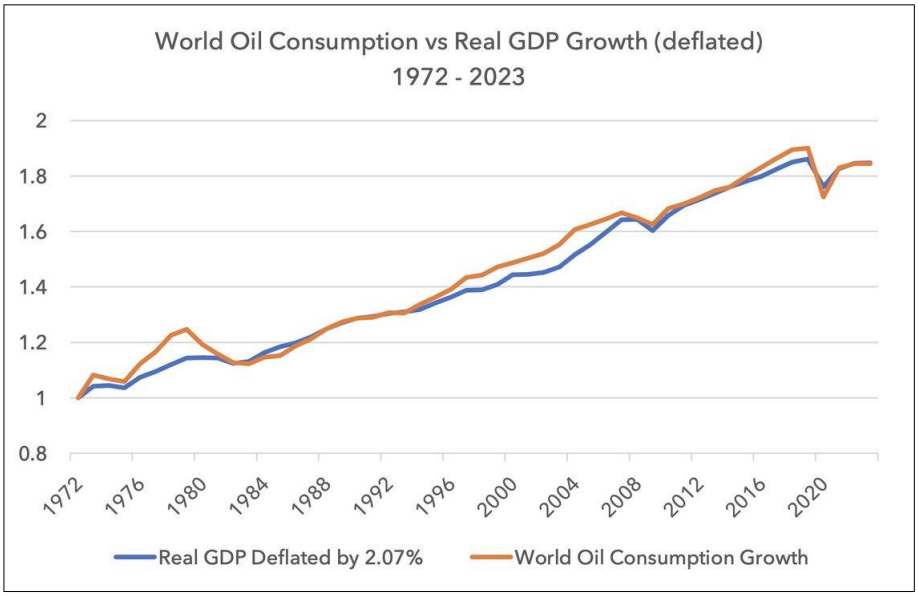


Consommation d'énergie primaire par source.

Et si l'on admet que la croissance économique dépend directement de la croissance énergétique, toute baisse de la production d'énergie compromettrait gravement non seulement la croissance économique future, mais conduirait même à un déclin économique relativement profond.

La dépendance de la croissance économique à l'égard de la consommation de pétrole est illustrée dans ce graphique.

« La croissance du PIB réel mondial est liée à la consommation de pétrole, mais cette dernière est systématiquement inférieure à la croissance du PIB. Ci-dessous, nous montrons la croissance annuelle de la consommation de pétrole depuis 1972 comparée à la croissance du PIB réel déflaté. Nous pouvons parvenir à un ajustement raisonnable si la consommation de pétrole est combinée à la [dé]croissance du PIB mondial déflatée de 2,07 % par an ».



L'intensité énergétique de l'utilisation du pétrole diminue par rapport aux décennies passées et nous utilisons de plus en plus d'autres sources d'énergie telles que le gaz ou les énergies renouvelables, tandis que les améliorations de l'efficacité nous permettent d'utiliser moins de pétrole par unité de croissance.

Mais nous sommes toujours dépendants du pétrole, comme le montre le graphique, et si le pétrole s'épuise bientôt, nous devons le remplacer.

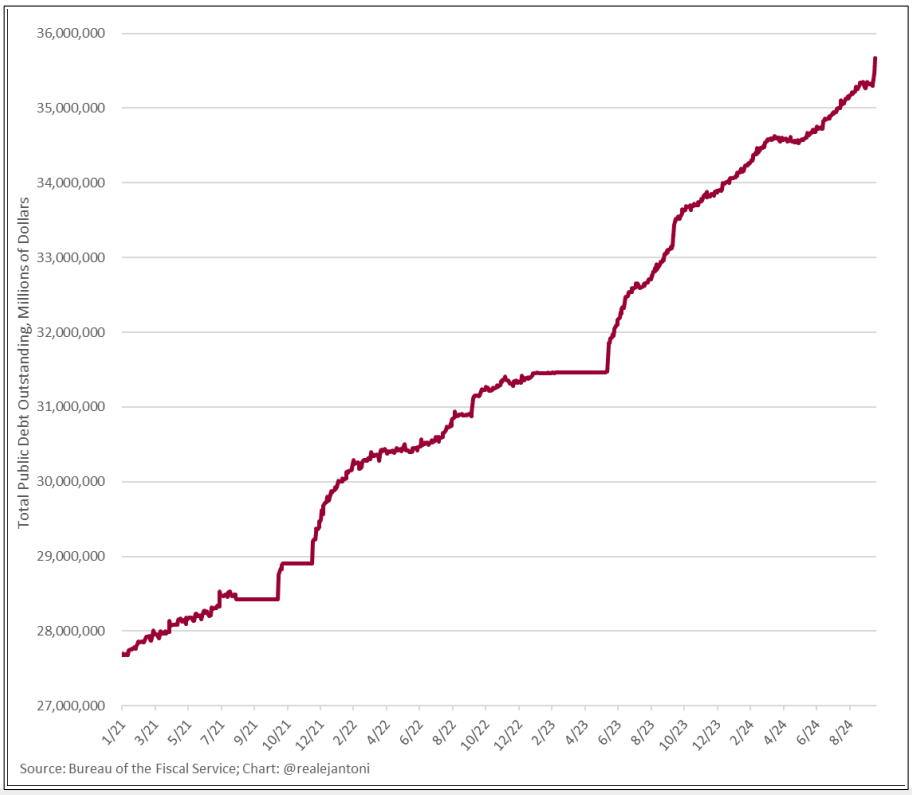
~~La solution réside dans la transition énergétique.~~ Supposons un instant que nous parvenions à remplacer les combustibles fossiles par l'électrification généralisée de tous les systèmes énergétiques. Tant les industries renouvelables que la fabrication de voitures électriques et de batteries nécessitent une énorme quantité de cuivre (et d'argent). Or, il ne sert à rien d'investir des milliards de dollars si les réserves de cuivre n'existent pas (à un prix raisonnable) pour extraire les quantités nécessaires au développement de la transition.

Nous sommes donc confrontés à un double effondrement. Que nous continuions à soutenir le système actuel basé sur les énergies fossiles ou que nous essayions d'achever la transition vers une société électrifiée, nous manquons de matières premières. Et si l'on parvenait à extraire de plus grandes quantités des mines à faible concentration, les prix des matières premières devraient être si élevés qu'ils rendraient certainement le nouveau système non viable, soit en raison de la rareté des nouvelles sources d'énergie, soit en raison de l'épuisement du pétrole (déjà rare) nécessaire à l'extraction de ces faibles concentrations, qui requièrent d'énormes travaux de terrassement.

Nous sommes à un carrefour délirant.

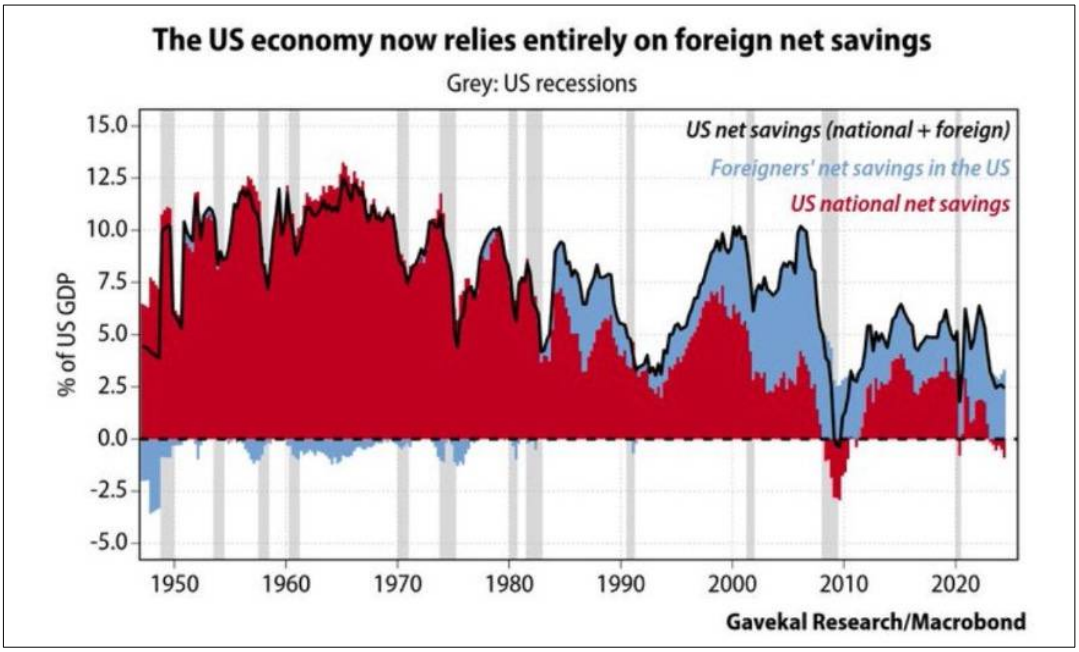
D'une part, le système est lourdement endetté, probablement en raison de la surcharge des budgets nationaux pour maintenir le système de protection sociale. L'exemple américain est spectaculaire.

Dette publique américaine.



La capacité d'épargne de la population américaine est négative (comme en 2008), ce qui est inhabituel...

« L'épargne américaine s'est volatilisée depuis la crise COVID-19. Aujourd'hui, les ménages, les entreprises et le gouvernement consomment plus de capital qu'ils n'en produisent. Depuis le premier trimestre 2023, l'épargne nationale nette américaine est devenue négative, une situation rare qui ne s'est produite que deux fois depuis 1947 : entre 2008 et 2011, et en 2020 : »



Dans le même temps, nous voulons changer le système énergétique basé sur des combustibles fossiles très énergivores pour un système beaucoup moins énergivore. Il s'agit donc d'investir des milliers de milliards de dollars sur des dettes impayables, au risque de mettre en faillite le système fiduciaire. Et il y a de quoi s'inquiéter, car le passage d'une matière première rare à une matière première insuffisante ne résout rien.

Jusqu'à présent, le système énergétique a résisté car toutes les sources sont nécessaires pour répondre à la croissance de la demande. Mais à l'avenir, la substitution des combustibles fossiles nous mettra dans l'impossibilité de répondre à la demande croissante au moment même où l'offre de matières premières vitales s'amenuise.

Le dernier chevalier blanc qui prétend trouver une réponse à nos problèmes est l'IA. La technologie est le rêve idéal de toute la population humaine. La capacité à trouver des solutions aux problèmes émergents est l'argument parfait pour éviter de s'écraser au zénith de la civilisation. Mais l'IA n'en est qu'à ses débuts et elle pose déjà un sérieux problème : son besoin exponentiel d'énergie. Les centres de données consomment une énorme quantité d'énergie, et l'utilisation de l'IA fait grimper la demande d'une énergie qui se fait rare. À tel point que Microsoft (et d'autres entreprises) récupère d'anciennes centrales nucléaires pour répondre à la consommation brutale d'énergie.

> ***« Un accord historique. Microsoft vient de signer son plus gros contrat d'achat d'électricité à ce jour. Dans le cadre de cet accord, l'énergéticien Constellation Energy va rouvrir la centrale nucléaire de Three Mile Island, en Pennsylvanie.***
>
> ***Fermée depuis 2019, la centrale ajoutera 835 MW d'électricité sans carbone au réseau. Microsoft s'est engagé à acheter la totalité de sa production pendant 20 ans pour alimenter ses centres de données d'intelligence artificielle. »***

Résoudre cette énigme est la tâche à accomplir, mais en attendant, l'épée de Damoclès nous pend au nez, car nous sommes déjà en période de rabais. Et la pénurie des principaux composants des deux systèmes énergétiques, tels les cavaliers de l'apocalypse, nous guette.

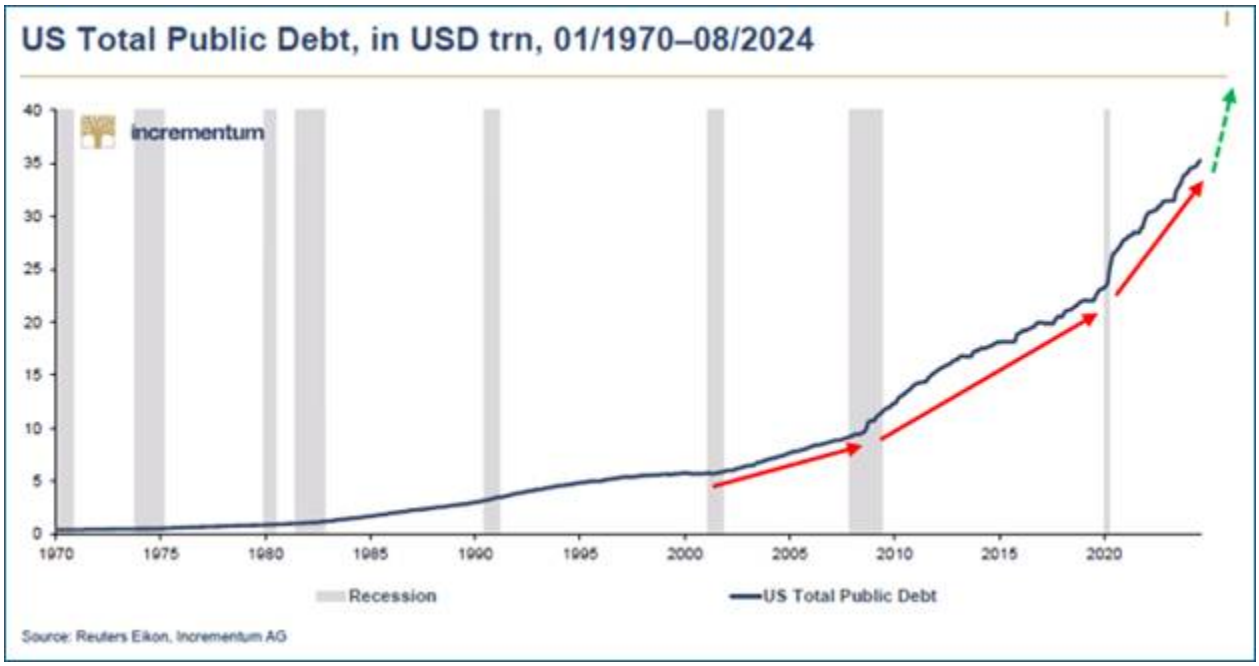
Après le plateau d'avant la crise de 2020-2030, l'épuisement des ressources énergétiques combiné à un endettement insoutenable nous plongera dans l'abîme. Les systèmes complexes comme le nôtre s'accommodent mal d'ajustements lents (dus à des rétroactions négatives), une forme d'effondrement est donc à prévoir dans le futur. On ne peut pas non plus exclure une ruée sur les ressources lorsqu'elles se raréfieront.

Rien de nouveau sous le soleil.

Même si nous parvenons à retarder de quelques années la pénurie annoncée de matières premières, il ne fait aucun doute que nous sommes déjà à la fin d'un cycle civilisationnel expansif et que nous ne faisons que gagner du temps avant la fin inexorable. C'est peut-être pour cette raison que la « Grande Réinitialisation » annoncée en 2020, est plus une fin qu'un début de révolution, mais on a « oublié » de nous le communiquer.

Comme on peut le conclure à la lecture du post, ce n'est pas que nous ayons des difficultés avec l'extraction d'un seul élément vital, que nous pouvons remplacer par un autre, mais c'est un problème qui s'étend à l'ensemble du système des matières premières vitales. **Il est temps de se réapproprier l'analyse des limites de la croissance et d'en assumer les conséquences.**

Depuis 2008, les grands gouvernements et les BC associées tentent d'échapper à la réalité, soutenus par une imprimante magique. L'accélération de la croissance de la dette est vertigineuse. Mais si l'impression monétaire n'a pas de fin en vue, la réalité géologique, elle, en a une. Et lorsque le moment viendra (nous en sommes très proches), nous ne pourrons rien y faire, même si nous continuons à imprimer ces petits bouts de papier colorés.



Ce n'est qu'une opinion

Salutations

PS. Cette nouvelle est un exemple du désespoir d'obtenir du pétrole d'où qu'il vienne.

Sommes-nous en train de revenir à l'époque de la Seconde Guerre mondiale ?

https://oilprice.com/Latest-Energy-News/World-News/Chinese-Miner-to-Build-Facility-to-Turn-Coal-Into-Petroleum-Products.html

« La plus grande société chinoise d'extraction de charbon va investir quelque 24 milliards de dollars dans la construction d'une installation destinée à convertir le charbon en produits pétroliers.

▲ RETOUR ▲

Contemplation du jour : L'effondrement arrive CLXXXV

.Effondrement = période prolongée de rendements décroissants + poussée(s) de stress significative(s), Partie 1

Steve Bull (https://olduvai.ca)

Tulum, Mexique (1986). Photo de l'auteur.

Il s'agit d'une contemplation relativement longue que je vais diviser en plusieurs parties et qui a été motivée par la situation horrible qui continue de se dérouler dans un certain nombre d'États américains frappés par l'ouragan Hélène. En particulier, c'est la région d'Asheville, dans l'ouest de la Caroline du Nord, qui a le plus souffert de cet ouragan qui a touché terre à Big Bend, en Floride, le 26 septembre 2024, à près de mille kilomètres (560 miles) d'Asheville.

Tout d'abord, cet ouragan m'a touché un peu plus que d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, tout simplement parce que ma sœur et sa famille vivaient, jusqu'à il y a quelques années, à Asheville, en Caroline du Nord, et tout près de la zone dévastée par les pluies torrentielles. Ils ont déménagé plus à l'est de la Caroline du Nord pour des raisons professionnelles il n'y a pas longtemps.

Quoi qu'il en soit, je suis toujours préoccupée par la saison des ouragans aux États-Unis, car ma mère de 80 ans, mon beau-père de 90 ans et un cousin vivent dans la région de Saint-Pétersbourg/Tampa en Floride - tous deux sur la côte et donc extrêmement touchés par les tempêtes tropicales.

Par chance, ma mère et mon beau-père ont récemment construit une résidence secondaire à quelques maisons de ma sœur en Caroline du Nord pour y passer la moitié de l'année (et surtout une partie de la saison des ouragans) et, comme la « chance » le veut, ils étaient en Caroline du Nord et, pour la plupart, hors de danger cette fois-ci - ma sœur signale des vents violents et quelques grands arbres abattus, mais pas de dégâts importants là où ils vivent tous. Mon cousin a signalé l'inondation du premier étage de sa maison en Floride, comme ce fut le cas pour l'immeuble en copropriété dans lequel ma mère et mon beau-père habitent depuis plus de 30 ans.

C'est le premier semestre complet que ma mère et mon beau-père passent en Caroline du Nord, la construction de la maison n'ayant été achevée que l'année dernière. Elle a été mise en attente pendant quelques années alors que ma mère luttait contre un lymphome de stade 4 (la même maladie qui a emporté mon père il y a trois ans, lorsque son troisième combat contre elle s'est étendu à son cerveau - quelles sont les chances que les deux parents soient atteints d'un lymphome ? J'imagine que ce n'est pas génial pour mes frères et sœurs et moi...).

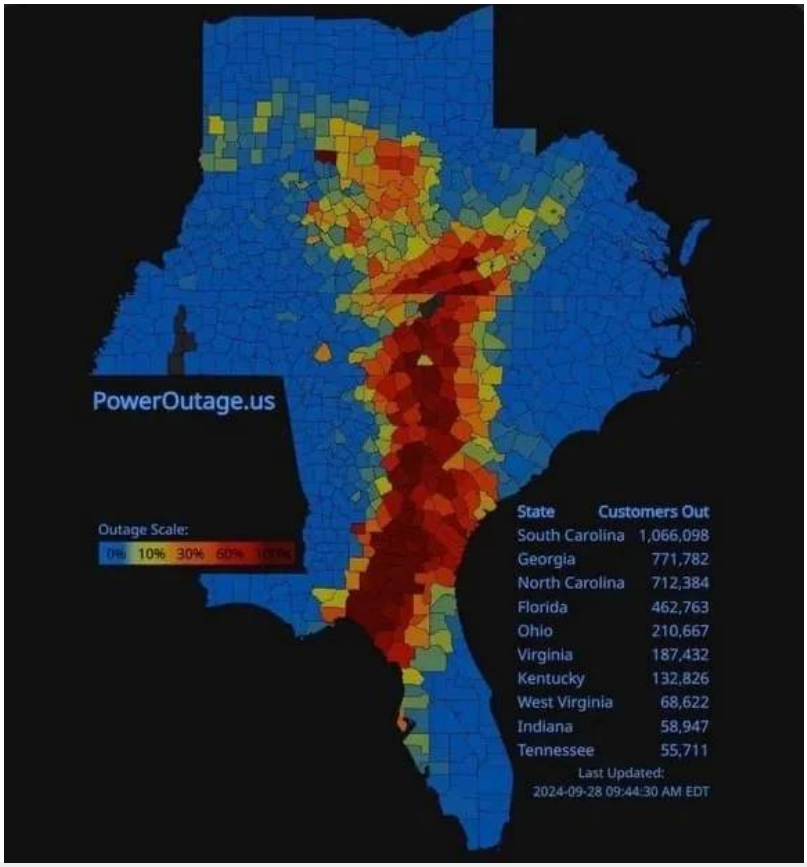
À l'heure où j'écris ces lignes, un autre ouragan important (Milton) s'est formé dans le golfe du Mexique et vise à toucher le littoral de la Floride, en particulier la région de St. Petersburg/Tampa Bay, où l'état d'urgence a été déclaré pour la plupart des comtés et une série d'évacuations obligatoires, y compris dans le comté de ma mère/cousine. Les choses deviennent de plus en plus « épicées » pour les habitants des régions côtières de ce monde ; enfin, peut-être pour tout le monde, compte tenu de la trajectoire que prend le changement climatique.

Vue du balcon de la copropriété de ma mère en Floride vers l'ouest, avec l'Intercoastal au premier plan et le golfe du Mexique à l'arrière-plan (l'ouragan Milton s'approchera dans cette direction). Notez à quel point tous les bâtiments sont proches du niveau de la mer. Photo de l'auteur, mars 2024 - première visite dans le sud depuis plus de 15 ans pour célébrer les 80 ans de ma mère.

Deuxièmement, ma réaction immédiate aux dégâts considérables et quelques articles/conversations avec d'autres personnes m'ont amené à considérer la tragédie qui se déroule comme une nouvelle étape sur la voie de l'effondrement de la nation américaine telle qu'elle est actuellement construite. Une nouvelle paille, pour ainsi dire, sur le dos du chameau qui soutient la complexité sociétale de cet État-nation/empire particulier - ce qui aurait des répercussions sur la plupart des autres sociétés de notre planète étant donné l'hégémonie mondiale des États-Unis (et sa nature chancelante). Cela pourrait être particulièrement vrai pour **le Canada**, mon pays d'origine, véritable souris résidant à côté de l'éléphant qu'est l'empire américain - en fait un État vassal/client de l'empire, après avoir vu le jour en tant qu'État vassal/client des empires britannique et français.

Bien entendu, la thèse que je vais évoquer n'est pas propre à cette tragédie particulière qui a touché une région spécifique des États-Unis. On pourrait facilement trouver des douzaines d'événements aussi horribles qui se sont produits dans le monde entier au cours de la seule année écoulée, des inondations aux guerres civiles en passant par

les ruptures de la chaîne d'approvisionnement, la sécheresse, la détérioration des infrastructures, les incendies de forêt, l'« effondrement » économique, la peste, les guerres entre États-nations, les mauvaises récoltes, les tremblements de terre, les perturbations du réseau électrique, etc. etc.



Carte des pannes d'électricité montrant la dévastation du réseau électrique par l'ouragan Hélène.

Une fois de plus, j'utilise le prisme de la proposition de l'archéologue Joseph Tainter concernant l'effondrement des sociétés et la manière dont, après une période prolongée de rendement décroissant des investissements dans la complexité - où les réserves/ressources sont utilisées pour maintenir/soutenir/croître la complexité - une soudaine poussée de stress ne peut être adaptée/répondue de manière adéquate parce que les systèmes qui sont nécessaires/dépendants sont déjà étirés et stressés (voir : The Collapse of Complex Societies. Cambridge University Press, 1988. (ISBN 978-0-521-38673-9). Stress sur stress sur stress...

Le stress est une caractéristique constante de toute société. La plupart des stress rencontrés peuvent être pris en charge, adaptés, surmontés ou résolus assez facilement pendant la phase de croissance d'une société, lorsque les réserves/ressources sont abondantes et excédentaires et que la société n'est pas trop complexe ; **ils sont généralement résolus en augmentant la complexité**. Mais avec le temps, ces tensions s'accumulent, nécessitent de plus en plus de ressources pour être traitées et semblent invariablement aboutir à l'« effondrement » de la société.

Avant d'aller plus loin dans mes réflexions personnelles, commençons par définir ce que Tainter entend par complexité et effondrement. Veuillez excuser les longs passages cités de son texte, mais ils sont importants pour la compréhension de ce processus et de mon point de vue général, et je veux être clair sur sa thèse en utilisant ses mots.

Qu'est-ce que la complexité ?

La croissance de la complexité dans les sociétés humaines fait référence à la taille, au caractère distinctif et au nombre de parties, à la variété des rôles sociaux, au caractère distinctif des personnalités sociales et à la variété des mécanismes permettant d'organiser les parties en un tout. Les concepts d'inégalité et d'hétérogénéité sont importants et interdépendants, mais ne sont pas nécessairement en corrélation positive avec la complexité sociopolitique. L'inégalité est une différenciation verticale ou un classement avec un accès inégal aux ressources. L'hétérogénéité est le nombre de parties/composantes distinctes et la manière dont une population est répartie entre elles.

Les sociétés complexes sont une anomalie dans l'histoire de l'humanité, les communautés locales autonomes et autosuffisantes étant la norme (99,8 % de l'existence humaine). **Les grands États complexes hiérarchisés n'existent que depuis environ 6 000 ans**, mais une fois établis, ils se sont étendus et ont dominé.

Si les sociétés « plus simples » sont effectivement plus petites (d'une poignée à quelques milliers) que les sociétés « complexes », elles présentent néanmoins de grandes variations en termes de taille, de complexité, de classement et de différenciation économique. Elles tendent à être organisées sur la base de relations de parenté. Le leadership est minimal (basé sur la personnalité, le charisme et la persuasion) et sans privilège ni pouvoir coercitif - tout ce qui existe est généralement limité à des circonstances particulières. L'accès aux ressources est équitable, mais l'accumulation de richesses ne l'est pas. Lorsque l'ambition politique existe, elle est canalisée vers le bien public et toute acquisition de ressources excédentaires est redistribuée, ce qui permet d'améliorer le statut social.

Lorsqu'il existe une différenciation politique plus complexe, des positions permanentes d'autorité/de rang peuvent exister dans un « bureau » qui peut être de nature héréditaire. L'inégalité devient plus répandue. Ces groupes ont tendance à être plus grands et plus densément peuplés. L'organisation politique est plus large et s'étend au-delà de la communauté locale. Une économie politique se met en place, le rang ayant l'autorité de diriger le travail et les excédents économiques. L'augmentation de la taille des groupes entraîne la nécessité d'une organisation sociale plus poussée, moins dépendante des relations de parenté. En conséquence, les liens de parenté qui limitent les ambitions politiques individuelles sont perdus.

Fondamentalement, « ***[l]es sociétés complexes*** *sont des organisations qui résolvent des problèmes, dans lesquelles plus de parties, différents types de parties, plus de différenciation sociale, plus d'inégalité, et plus de types de centralisation et de contrôle émergent en fonction des circonstances* ». (p. 37) Elles constituent **une anomalie** dans l'histoire de l'humanité.

Qu'est-ce que l'« effondrement » ?

La découverte de civilisations passées/perdues implique que « les civilisations sont des choses fragiles et impermanentes » et que les sociétés modernes peuvent également être vulnérables (même si beaucoup affirment que la science, la technologie et l'ingéniosité humaine l'empêcheront).

La désintégration sociale est un thème récurrent de l'histoire occidentale et la raison pour laquelle les sociétés complexes se désintègrent est importante pour ceux qui y vivent. Les théories relatives à l'effondrement peuvent être classées en plusieurs catégories :

« 1. l'épuisement ou l'arrêt d'une ou de plusieurs ressources vitales dont dépend la société
2. L'établissement d'une nouvelle base de ressources.
3. L'apparition d'une catastrophe insurmontable.
4. Une réponse insuffisante aux circonstances.
5. Autres sociétés complexes.
6. Les intrus.
7. Conflits de classes, contradictions sociales, mauvaise gestion ou mauvaise conduite des élites.
8. Dysfonctionnement social.

9. Facteurs mystiques.
10. Concaténation fortuite d'événements.
11. Les facteurs économiques ». (p. 42)

La thèse générale de Tainter tente de s'appliquer « *à travers le temps, l'espace et le type de société* » sans se limiter à des cas spécifiques. Comme il l'affirme, « *l'effondrement... est un processus politique* ». Il peut avoir, et a souvent, des conséquences dans des domaines tels que l'économie, l'art et la littérature, mais il relève fondamentalement de la sphère sociopolitique. Une société s'est effondrée lorsqu'elle affiche une perte rapide et significative d'un niveau établi de complexité sociopolitique.

Elle se manifeste par :

-un degré inférieur de stratification et de différenciation sociale ;
-une moindre spécialisation économique et professionnelle des individus, des groupes et des territoires ;
-moins de contrôle centralisé, c'est-à-dire moins de régulation et d'intégration des divers groupes économiques et politiques par les élites ;
-moins de contrôle comportemental et de régimentation ;
-moins d'investissement dans les épiphénomènes de la complexité, ces éléments qui définissent le concept de « civilisation » : architecture monumentale, réalisations artistiques et littéraires, etc ;
-moins de flux d'informations entre les individus, entre les groupes politiques et économiques, et entre un centre et sa périphérie ;
-moins de partage, d'échange et de redistribution des ressources ;
-moins de coordination et d'organisation globales des individus et des groupes ;
-un territoire plus petit au sein d'une même unité politique ». (p. 4)

Dans la deuxième partie, j'examinerai les rendements décroissants [EROEI] et les raisons pour lesquelles ils conduisent à l'« effondrement » de la société.

En attendant, réfléchissez à votre société, aux divers facteurs de stress qui l'affectent continuellement et à la manière dont les diverses institutions sur lesquelles la plupart d'entre nous comptent (peut-être de manière imprudente) y font face. Accroissent-elles la complexité et, partant, l'épuisement des ressources limitées, en particulier de l'énergie ? À mon avis, oui ! En fait, il est probable qu'elles doublent et triplent la complexité.

Vous pouvez également trouver une variété de ressources, notamment mes notes de synthèse pour une poignée de textes, en particulier Overshoot de Catton et Collapse de Tainter : voir ici.

▲RETOUR▲

.Il nous reste très peu de temps. Modèle d'exportation de pétrole.

Par Quark 10 octobre 2024

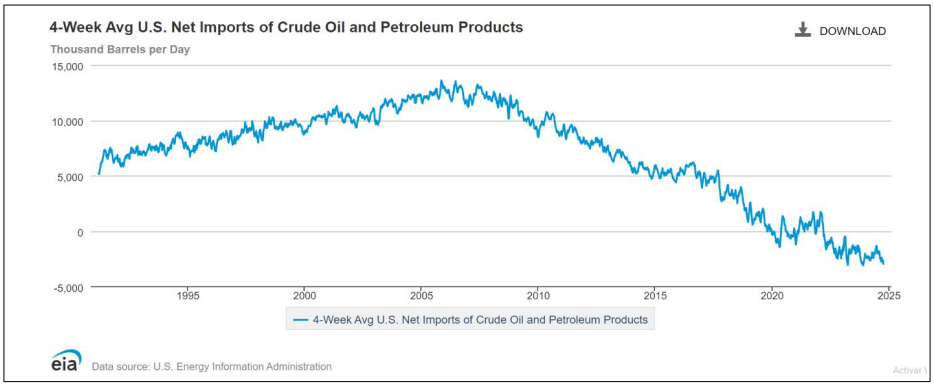
Futuro, ciencia ficción y Matrix Par QUARK

Le modèle d'exportation des produits pétroliers a connu un bouleversement spectaculaire au cours des seize dernières années. Nous devons comprendre l'importance de ce changement, et surtout pourquoi nous sommes sur le point de subir un autre choc dans la direction opposée.

Les États-Unis sont un pays incroyable doté de ressources naturelles presque « inépuisables ». Le boom du gaz et du pétrole de schiste n'a pas été compris, pour le meilleur et pour le pire. La croissance de la production de pétrole,

de liquides de gaz naturel et de gaz au cours des 18 dernières années est sans précédent dans l'histoire. Ce boom nous a sauvés en tant que civilisation avancée au cours de la période 2010-2024.

Ce graphique montre l'évolution des importations nettes de produits pétroliers aux États-Unis.

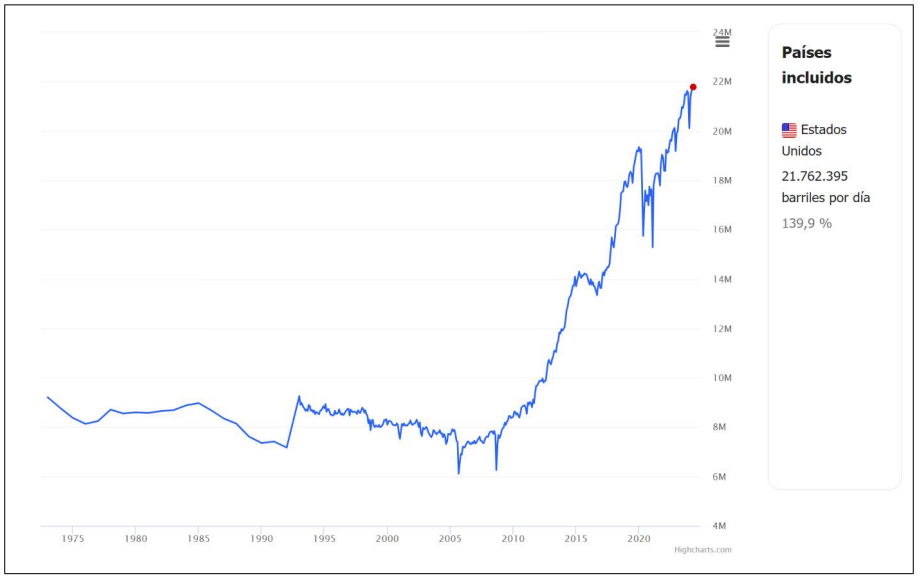


En 2006, les États-Unis importaient 13,15 millions de b/j de produits pétroliers. ~~En 2024, ils sont devenus un exportateur net de 3 millions de barils par jour~~. Un glissement de plus de 16 millions de b/j, qui laisse une énorme marge de manœuvre pour la croissance de la demande dans le reste du monde.

Sans cette contribution (d'abord une réduction du besoin d'importer des produits et ensuite, à partir de 2020, une contribution positive aux exportations), le monde serait tombé dans une énorme dépression due à la pénurie manifeste de ces produits et à l'augmentation conséquente des prix due à l'énorme déséquilibre entre l'offre et la demande.

Le problème est cet autre type de graphique.

Il s'agit en effet de l'inverse du précédent, mais appliqué à la production totale de pétrole, de liquides de gaz naturel et de biocarburants aux États-Unis.



Si l'on considère que la production mondiale de tous les liquides est d'environ 102 millions de b/j, la part des États-Unis représente environ 20 % du total mondial, alors qu'elle était de 8 à 9 % il y a 15 ans.

Il n'y aurait pas de problème si cette augmentation était durable dans le temps, mais nous avons déjà vu que les meilleurs emplacements donnent 10 ans (a) et qu'après cela, le déclin serait monstrueux, avec une pente descendante plus forte que la pente ascendante, en raison des caractéristiques des puits de pétrole de schiste (b).

Comme les meilleurs emplacements ne dureraient que quatre ans, cela signifie que les futurs forages seront un mélange de **puits de premier rang et de puits de deuxième, troisième et quatrième rangs**, avec une légère réduction de la production totale.

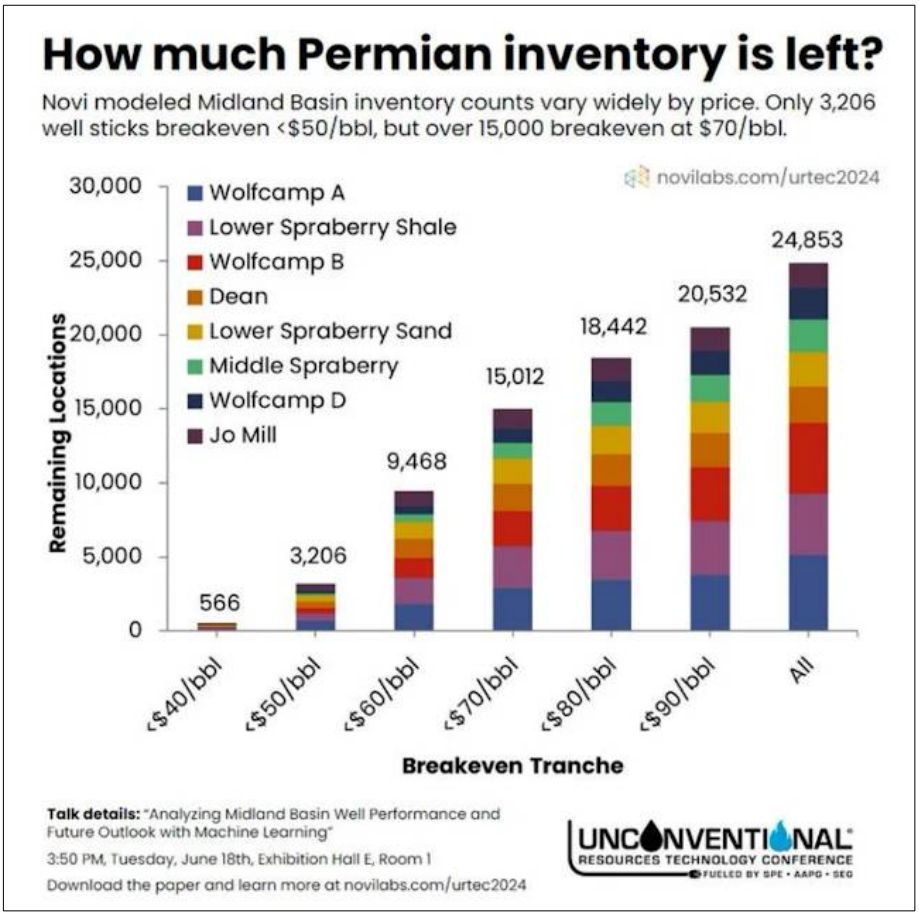
Le profil de production serait un léger déclin entre 2025 et 2030, puis une pente plus raide, en raison de la rareté des nouveaux puits, au fur et à mesure de l'épuisement des gisements.

Rappelons brièvement quelques données sur l'huile de schiste.

(a) (1). Nombre d'emplacements en attente.

Ce graphique montre les futurs puits en fonction du prix du pétrole dans le Midland (Permien).

Dans le Bakken et l'Eagle Ford, il en reste moins.



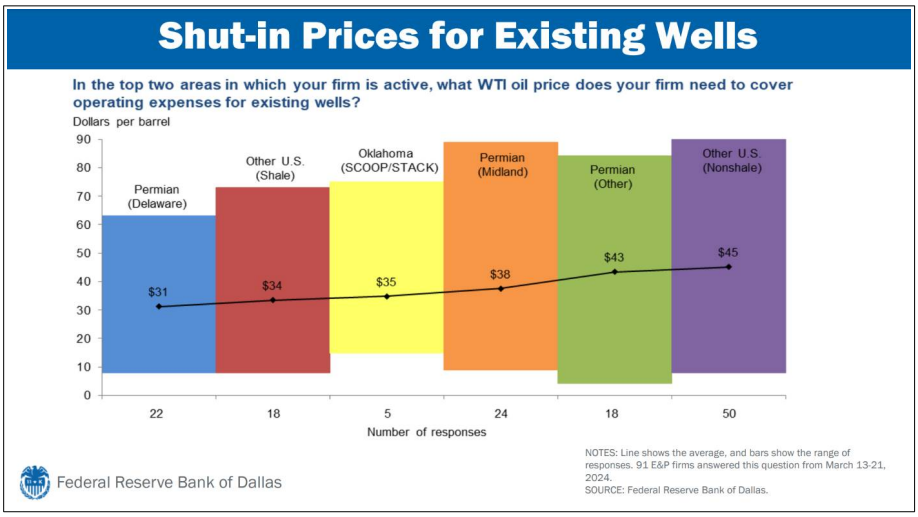
Environ 6 000 puits sont forés chaque année dans le Permien, dont près de la moitié dans le Midland. Environ 2 500 à 2 700 puits se trouvent dans le Midland, de sorte que l'inventaire actuel prévoit 6 ans si le pétrole tombe en dessous de 70 dollars (15 012 puits) et 9 à 10 ans si le pétrole dépasse 90 dollars (24 583 puits).

D'ici à la fin de 2025, il n'y aurait plus que 8 ans de forage de nouveaux puits.

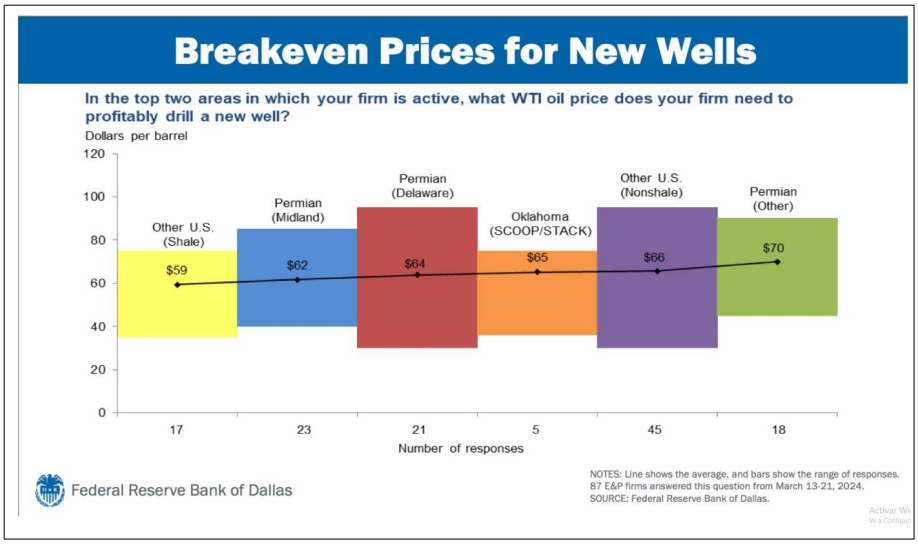
2º). Coût des puits.

Selon l'enquête de la FED de Dallas (septembre 2024), **le coût d'exploitation des puits de pétrole de schiste** est indiqué dans ce graphique.

Ces coûts correspondent aux opérations quotidiennes de forage.



Mais si l'on ajoute à ce coût les frais financiers, les dividendes et les rachats d'actions, auxquels presque toutes les entreprises doivent faire face, le seuil de rentabilité diminue considérablement.



Et il faut encore ajouter le coût de l'obturation des vieux puits et le remboursement du principal de la dette, qui impliquent des coûts plus élevés pour l'avenir des entreprises et qui ne sont pas inclus dans le seuil de rentabilité.

Malgré cela, nous constatons que le coût moyen dans tous les bassins est d'environ 65 $, avec de nombreux puits au-dessus de ce niveau. Les bandes de couleur indiquent les prix minimum (extrémité inférieure de la bande) et maximum (extrémité supérieure de la bande) du seuil de rentabilité par bassin. Par exemple, le Permien (Midland) en bleu a un seuil de rentabilité de 62 $, avec des puits rentables à un minimum de 40 $ et des puits rentables à un minimum de plus de 80 $.

Il est clair que la production rentable de pétrole de schiste nécessite des prix supérieurs à 70 dollars. En dessous, le nombre de puits forables et rentables diminue fortement et explique le graphique du premier point, où les localisations possibles évoluent en fonction du prix du WTI.

3º). Chute du nombre de puits complétés.

Selon le STEO d'octobre 2024, le nombre de puits complétés diminue dans tous les bassins, une fois que les DUC sont presque épuisés.

Table 10a. Drilling Productivity Metrics
U.S. Energy Information Administration | Short-Term Energy Outlook - October 2024

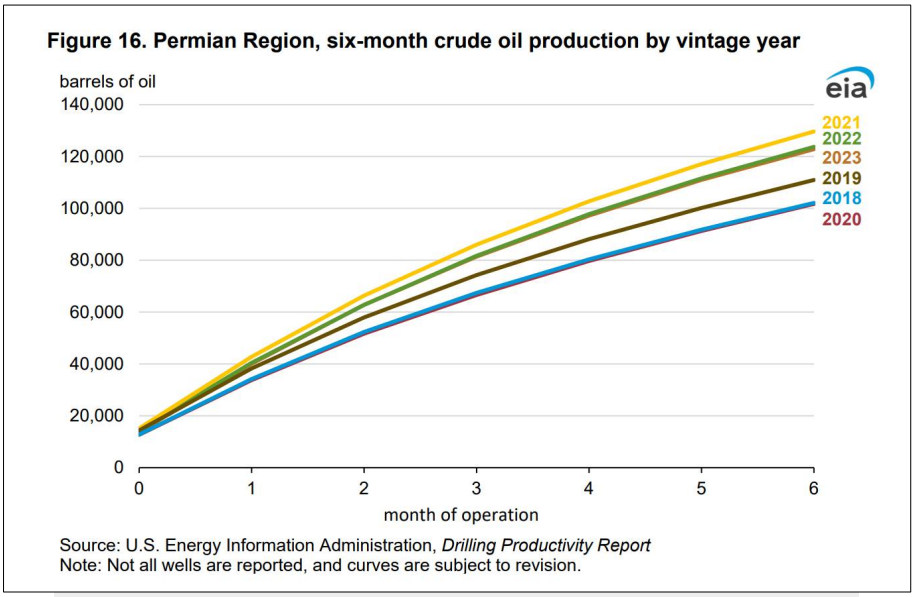
	2023				2024				2025				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	2023
Active rigs													
Appalachia region	51	50	43	40	42	39	35	-	-	-	-	-	46
Bakken region	41	37	34	33	34	34	35	-	-	-	-	-	36
Eagle Ford region	78	67	55	55	57	56	52	-	-	-	-	-	64
Haynesville region	72	63	49	46	43	36	35	-	-	-	-	-	58
Permian region	352	349	326	311	312	313	305	-	-	-	-	-	334
Rest of Lower 48 States, excluding GOM	141	127	112	108	104	96	96	-	-	-	-	-	122
New wells drilled													
Appalachia region	294	284	247	226	239	222	200	-	-	-	-	-	1,051
Bakken region	240	223	202	200	206	208	211	-	-	-	-	-	865
Eagle Ford region	356	308	271	276	287	291	282	-	-	-	-	-	1,211
Haynesville region	221	194	148	133	124	103	99	-	-	-	-	-	696
Permian region	1,436	1,430	1,373	1,332	1,355	1,368	1,345	-	-	-	-	-	5,571
Rest of Lower 48 States, excluding GOM	828	775	725	674	613	562	566	-	-	-	-	-	3,002
New wells drilled per rig													
Appalachia region	5.7	5.7	5.7	5.7	5.6	5.7	5.7	-	-	-	-	-	22.8
Bakken region	5.9	6.0	6.0	6.1	6.1	6.1	6.1	-	-	-	-	-	23.9
Eagle Ford region	4.6	4.6	4.9	5.0	5.0	5.2	5.4	-	-	-	-	-	19.1
Haynesville region	3.1	3.1	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	-	-	-	-	-	12.0
Permian region	4.1	4.1	4.2	4.3	4.3	4.4	4.4	-	-	-	-	-	16.7
Rest of Lower 48 States, excluding GOM	5.9	6.1	6.5	6.3	5.9	5.9	5.9						24.7
New wells completed													
Appalachia region	258	241	219	245	263	240	219	-	-	-	-	-	963
Bakken region	258	310	303	221	187	258	240	-	-	-	-	-	1,092
Eagle Ford region	455	404	363	308	385	348	285	-	-	-	-	-	1,530
Haynesville region	168	123	125	139	113	110	87	-	-	-	-	-	555
Permian region	1,525	1,450	1,435	1,369	1,361	1,372	1,320	-	-	-	-	-	5,779
Rest of Lower 48 States, excluding GOM	701	790	708	748	628	596	606	-	-	-	-	-	2,947
Cumulative drilled but uncompleted wells													
Appalachia region	761	804	832	813	789	771	752	-	-	-	-	-	813
Bakken region	584	497	396	375	394	344	315	-	-	-	-	-	375
Eagle Ford region	692	596	504	472	374	317	314	-	-	-	-	-	472
Haynesville region	699	770	793	787	798	791	803	-	-	-	-	-	787
Permian region	985	965	903	866	860	856	881	-	-	-	-	-	866
Rest of Lower 48 States, excluding GOM	2,411	2,396	2,413	2,339	2,324	2,290	2,250	-	-	-	-	-	2,339

Regardons de plus près.

La réduction du nombre de puits entre le premier trimestre 2023 et le troisième trimestre 2024 est très nette.

New wells completed							
Appalachia region	258	241	219	245	263	240	219
Bakken region	258	310	303	221	187	258	240
Eagle Ford region	455	404	363	308	385	348	285
Haynesville region	168	123	125	139	113	110	87
Permian region	1,525	1,450	1,435	1,369	1,361	1,372	1,320
Rest of Lower 48 States, excluding GOM	701	790	708	748	628	596	606

Si le nombre de puits achevés en 2024 diminue par rapport à 2023, seule une augmentation de la productivité peut maintenir la production en 2024. Actuellement, la tendance est à la baisse, avec un pic en 2021.

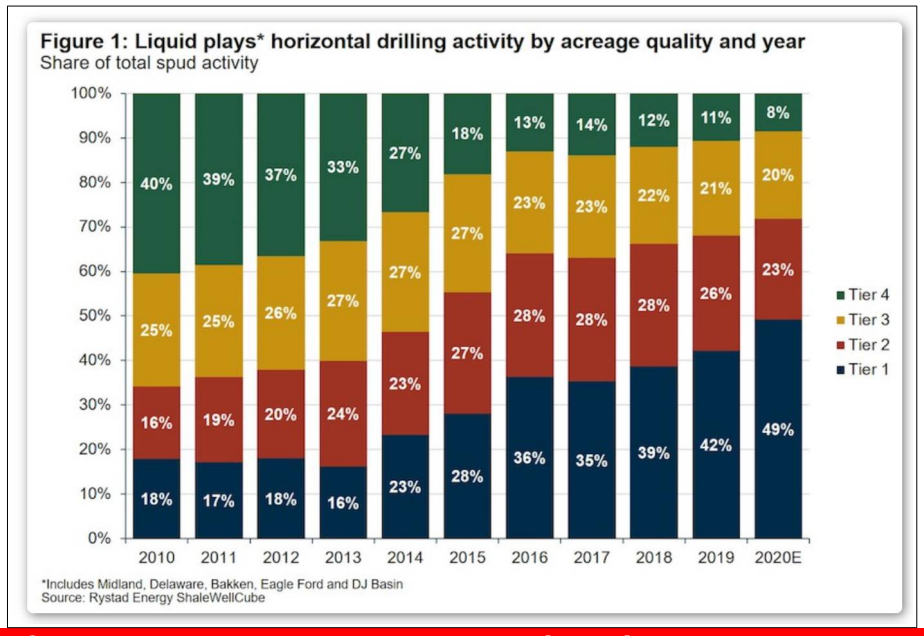


Exemple du Permien (production cumulée sur six mois IP180).

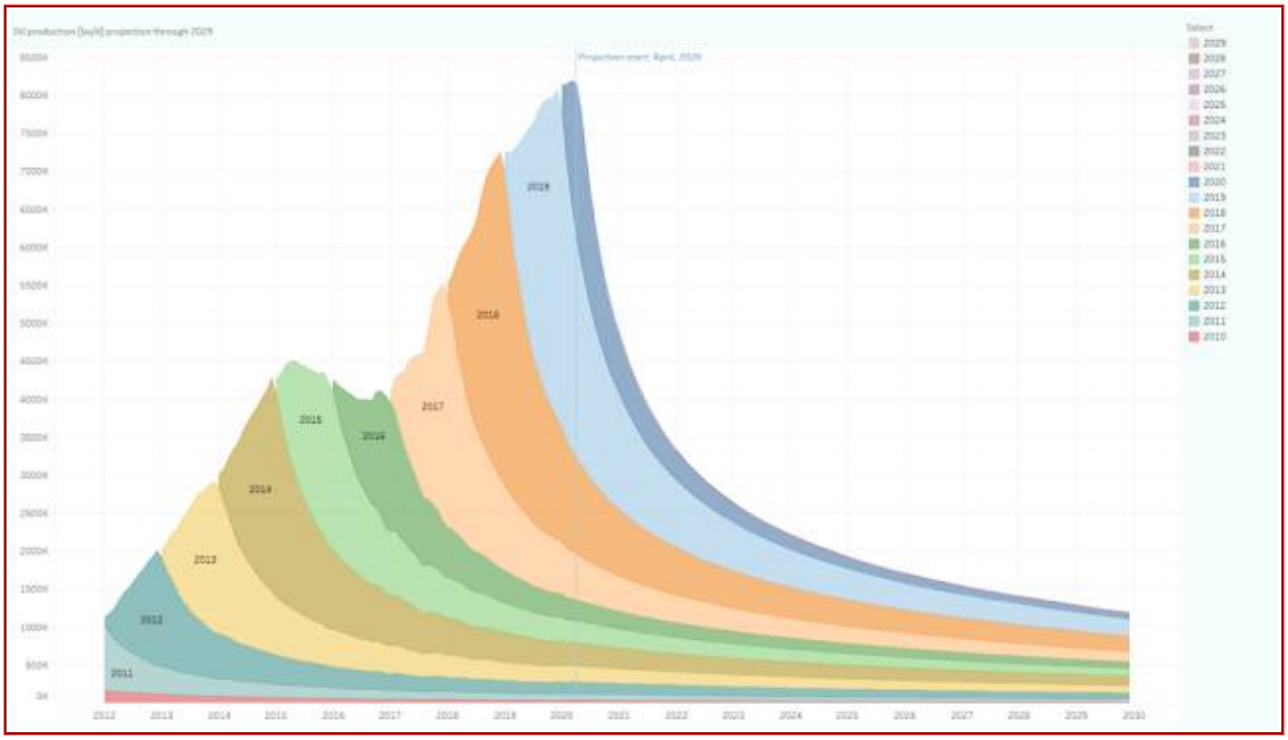
Je ne dispose pas de données sur la productivité pour 2024, mais ce que les entreprises font généralement pour améliorer la productivité est un mélange de décisions. Par exemple, elles allongent les latéraux et augmentent la quantité de proppant, ce qui se traduit par une production plus élevée au cours des premiers mois, mais je n'ai pas encore la preuve que cette mesure permet d'augmenter l'EUR final (récupération totale de pétrole de chaque puits).

Un plus grand nombre de sites de premier plan sont également forés.

Le dernier graphique montrant la répartition des forages par type de puits est celui-ci. Il est clair que la tendance jusqu'en 2020 était d'augmenter le nombre de puits de niveau 1 par rapport au nombre total de puits forés (niveau 1).



(b) 4ème). Une fois le stock de nouveaux puits terminé, le déclin de la production est terrible.



Conclusion.

La croissance de la production mondiale de tous les liquides a été presque exclusivement le fait de la production américaine au cours des quinze dernières années. Le reste du monde a à peine maintenu sa production stable.

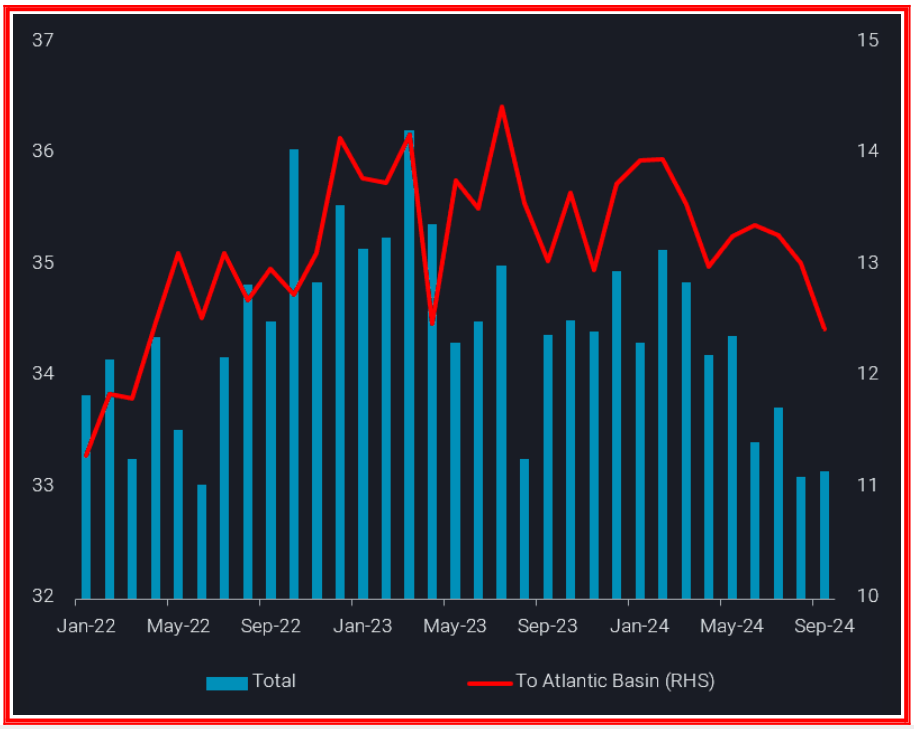
Les caractéristiques déclinantes des puits de pétrole de schiste « obligent » à forer continuellement pour maintenir la production, ce qui implique des conséquences très graves (forte baisse de la production) lorsque le forage du stock restant sera terminé (10 ans).

Les exportations mondiales de pétrole diminueront dans la même proportion que le déclin de la production américaine. Il convient de rappeler que la contribution au marché mondial des exportations a atteint 16 millions de b/j nets au cours des 18 dernières années, ce qui représente entre 30 et 40 % du total des exportations mondiales de pétrole.

Si l'on ne trouve pas de substitut au pétrole de schiste et aux LGN du pétrole de schiste, l'effondrement est assuré. Il nous reste très peu de temps pour compenser le manque de pétrole à exporter.

Les pays importateurs (toute l'Europe) ont un avenir noir et c'est la meilleure explication de la nécessité ~~d'accélérer la transition énergétique~~ jusqu'en 2030, surtout en Europe. Nous savons tous que la réduction massive des émissions de CO_2 en Europe ne résoudra pas le problème des émissions mondiales, mais ce n'est qu'un écran de fumée pour réduire massivement notre dépendance au pétrole. Ce n'est pas que nous donnions l'exemple, mais nous devons réduire d'urgence nos besoins en pétrole si nous voulons survivre au déclin des exportations. La Chine (premier importateur mondial de pétrole) fait de même, mais encore plus rapidement.

Même s'il s'agit d'un phénomène ponctuel, notons que les exportations sont déjà en baisse (Vortexa), dès le début de l'année 2024, accompagnant le déclin des exportations pétrolières américaines.

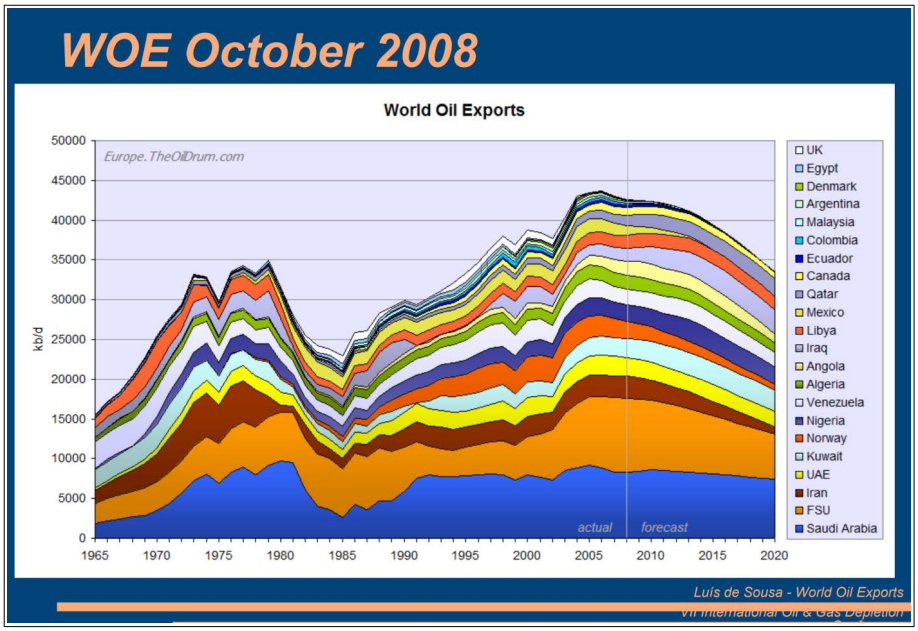


Exportations mondiales de brut et de condensats hors origine russe, iranienne et vénézuélienne (LHS, mbj) vs exportations vers le bassin atlantique (RHS, mbj).

Salutations

PS. Nous pouvons également voir comment certains modèles d'exportation de pétrole ont évolué.

https://www.crisisenergetica.org/ficheros/deSousa-Exports-ASPO7.pdf



Erreurs.

La Russie a bien maintenu ses exportations. Iran-Norvège ont baissé moins que prévu et Venezuela-Koweït un peu plus. La plus grosse erreur concerne le Canada (forte augmentation des exportations nettes) et l'aspect spectaculaire des États-Unis (3 millions de b/j nets).

Le reste est plutôt bon et une fois de plus, l'essentiel du maintien de la production et des exportations est donné par le Canada et surtout les USA.

Exceptionnalité.

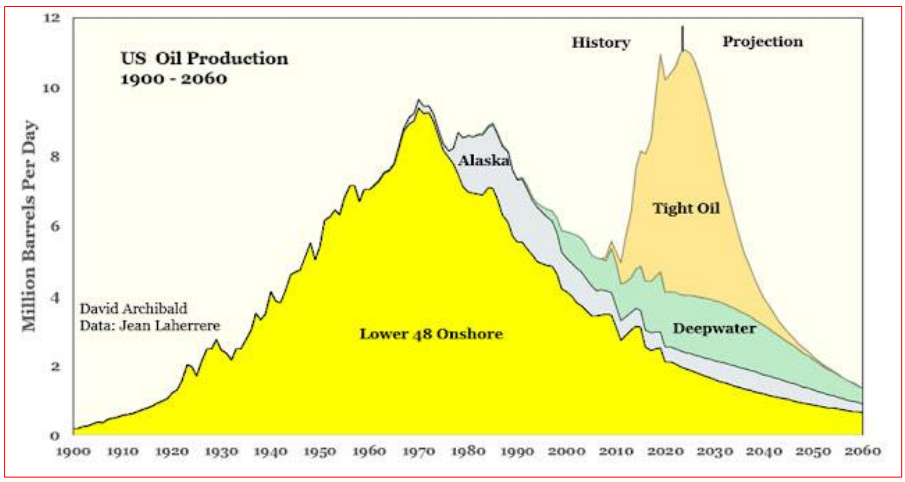
Une fois de plus, la quasi-totalité des erreurs dans les prévisions 2005-2008 est due exclusivement à l'augmentation de la production américaine, tant pour le pétrole que pour les LGN et le gaz.

Nous ne pouvons (et ne devons) pas confondre un événement unique, exceptionnel et non reproductible avec la capacité des êtres humains à surmonter différents défis tout au long de leur histoire.

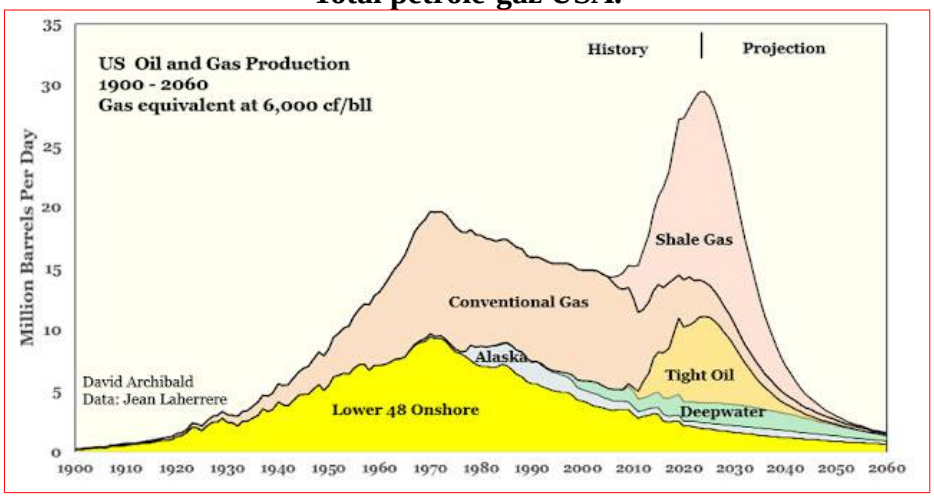
Le pétrole-gaz de schiste ne nous a offert qu'une parenthèse temporaire (2005-2035) pour retarder la chute inexorable de la production de combustibles fossiles.

Ces graphiques reflètent parfaitement cette impulsion énergétique qui s'estompera vers 2035-2040.#

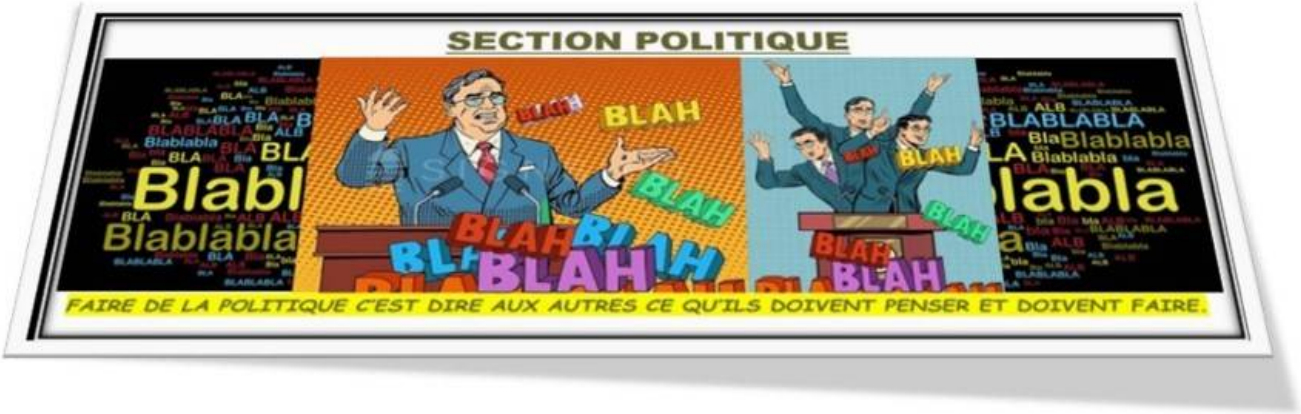
Pétrole US.



Total pétrole-gaz USA.

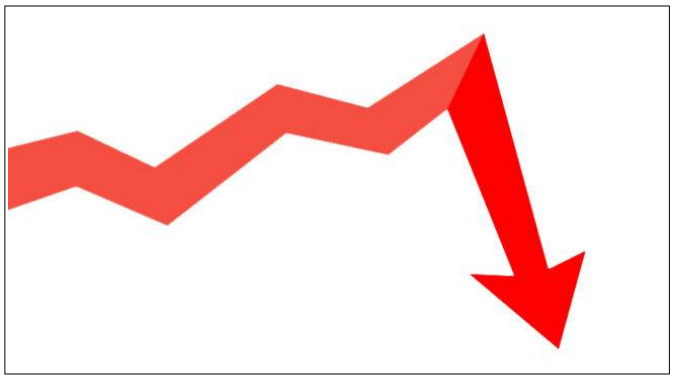


▲RETOUR▲



.Progressivement, puis soudainement

James Rickards 10 octobre 2024



Au cours du siècle dernier, les systèmes monétaires ont changé tous les 30 à 40 ans en moyenne. Avant 1914, le système monétaire mondial était basé sur l'étalon-or classique.

En 1944, un nouveau système monétaire a vu le jour à Bretton Woods. Dans le cadre de ce système, le dollar est devenu la monnaie de réserve mondiale, liée à l'or à 35 dollars l'once. En 1971, Nixon a mis fin à la convertibilité directe du dollar en or. Pour la première fois, le système monétaire n'était pas adossé à l'or.

Aujourd'hui, le système monétaire existant a plus de 50 ans, et il est grand temps que le monde change.

Cela fait des années que j'écris sur **les efforts persistants de différents pays pour détrôner le dollar américain en tant que première monnaie de réserve mondiale et principal moyen d'échange.**

En même temps, j'ai dit que de tels processus ne se produisaient pas du jour au lendemain, mais qu'ils s'étalaient lentement et progressivement sur des décennies.

C'est vrai, mais **le processus s'accélère** d'une manière que personne n'aurait pu prévoir avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. En réaction, les États-Unis ont mis en place le régime de sanctions le plus agressif jamais adopté pour punir la Russie d'avoir envahi l'Ukraine.

La première série de cibles financières comprenait des attaques évidentes telles que le gel des comptes en dollars américains des banques et des oligarques russes. La deuxième série a fait monter les enchères en gelant les comptes en dollars de la Banque centrale de Russie elle-même. Cette mesure était sans précédent, sauf dans le cas d'États voyous comme l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie.

Soudain, la banque centrale de la neuvième économie mondiale et du troisième producteur de pétrole, avec un PIB de plus de 2 100 milliards de dollars, s'est retrouvée exclue des systèmes bancaires et de paiement mondiaux.

Les sanctions ne se limitent pas à la finance et à la banque, mais comprennent également l'interdiction des exportations russes, le gel de la Russie sur les marchés de l'assurance (afin d'interdire effectivement les livraisons de pétrole) et l'interdiction d'exportations essentielles vers la Russie, notamment d'équipements de haute technologie, de semi-conducteurs et de biens de consommation courants.

Les grandes entreprises américaines et occidentales, de Shell Oil à McDonald's, ont subi des pressions pour mettre fin à leurs activités en Russie, ce que nombre d'entre elles ont fait.

Mais une grande partie du monde a refusé de se joindre aux sanctions financières imposées par les États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN. Ce n'est pas que les pays du monde entier aient nécessairement soutenu l'invasion de la Russie. Ils ne voulaient simplement pas que les sanctions américaines perturbent leurs relations commerciales avec la Russie, dont ils dépendent.

Ils ne voulaient pas nuire à leur économie à cause d'un conflit qui ne les concernait pas et qui, dans bien des cas, se déroulait à l'autre bout du monde.

Prenons l'exemple de l'Inde et de la Chine. Ce sont les principaux acheteurs du pétrole que la Russie aurait pu vendre à l'Europe. La Chine elle-même vend des automobiles, des semi-conducteurs et des machines à la Russie.

Dans le même temps, la Turquie a considérablement développé ses exportations vers la Russie, tandis que l'Iran lui vend des armes, notamment des drones « kamikazes » qui agissent comme des missiles de croisière au ralenti et peuvent survoler des cibles.

Et surtout, plus les autres économies commercent avec la Russie, moins elles ont besoin de dollars américains comme moyen d'échange. Les sanctions américaines n'ont donc pas seulement échoué, elles ont contribué au déclin à long terme du dollar en tant que principale monnaie de paiement dans le monde.

Elles dissuadent également les pays d'utiliser le dollar dans leurs transactions internationales, de peur de devenir la prochaine cible du mécontentement des États-Unis.

Cela fait des années que je lance des avertissements à ce sujet. Il y a près de dix ans, je me suis assis dans une salle de conférence sécurisée du Pentagone et j'ai expliqué à un groupe de responsables de la sécurité nationale des États-Unis, issus de l'armée, de la CIA, du Trésor et d'autres agences, que l'utilisation excessive du dollar américain dans la guerre financière finirait par contraindre les pays à chercher des solutions de remplacement au dollar.

Certains en ont pris note, d'autres ont ignoré l'avertissement et un fonctionnaire du Trésor a claqué la table en déclarant : « *Le dollar a été la monnaie de réserve mondiale, il est la monnaie de réserve mondiale aujourd'hui et il le restera toujours !*

Je lui ai dit que j'avais l'impression d'être à Whitehall, à Londres, en 1913, en train d'écouter John Bull dire la même chose à propos de la livre sterling. La livre sterling allait commencer à être écartée par le dollar à peine un an plus tard, avec le début de la Première Guerre mondiale.

Plus récemment, j'ai donné un séminaire à l'U.S. Army War College sur la guerre financière dans lequel j'ai expliqué que les sanctions financières américaines n'auraient pas d'impact matériel sur la Russie, que la Russie ne changerait pas son comportement en Ukraine sur la base des sanctions et que les États-Unis souffriraient davantage de leurs propres sanctions que la Russie parce que les adversaires et les pays neutres créeraient des plateformes de paiement alternatives qui n'utiliseraient pas le dollar.

J'ai également dit aux militaires et aux services de renseignement : « *Je ne pense pas que d'autres pays puissent détruire le dollar, mais nous pouvons le faire nous-mêmes. Nous sommes notre pire ennemi* ».

Comme je l'avais annoncé, nous sommes en train de détruire le dollar avec les sanctions (et avec d'autres politiques malavisées). Les États-Unis contribuent davantage à la destruction du dollar que leurs ennemis.

Le sommet des dirigeants des BRICS, qui se tiendra à Kazan, en Fédération de Russie, du 22 au 24 octobre, sera l'occasion de réaliser des avancées majeures dans la mise en place d'une monnaie de remplacement du dollar. Le sommet des BRICS annoncera l'arrivée de nouveaux membres, ce qui est important car l'augmentation du nombre de membres est la condition préalable au lancement d'une monnaie de paiement viable. Le groupe se rapprochera ainsi de la masse critique nécessaire au lancement d'une union monétaire.

Le processus s'étalera dans le temps et le dollar ne sera pas supplanté dans l'immédiat. Mais la tendance à l'abandon du dollar est bel et bien en marche. Le mouvement de dédollarisation qui se met en place représente un changement radical à l'échelle mondiale, qui ne fera que s'accélérer dans les années à venir.

Mais comme je l'ai dit au début de mon intervention, cette évolution n'a que trop tardé. Si vous voulez un parallèle historique sur la chute du dollar, regardez la livre sterling britannique.

De nombreux observateurs pensent que la conférence de Bretton Woods de 1944 a été le moment où le dollar américain a remplacé la livre sterling en tant que principale monnaie de réserve mondiale. Or, le remplacement de la livre sterling par le dollar en tant que première monnaie de réserve mondiale a été un processus qui s'est étalé sur 30 ans, de 1914 à 1944.

La conférence de Bretton Woods de 1944 n'a été que la reconnaissance d'un processus de domination du dollar comme monnaie de réserve qui s'est déroulé sur plusieurs décennies.

Comme pour la livre sterling, le glissement du rôle du dollar en tant que première monnaie de réserve mondiale ne se produira pas nécessairement du jour au lendemain.

Mais les sanctions sans précédent prises par le dollar à l'encontre de la Russie ont accéléré le processus. Ainsi, après 80 ans d'accords de Bretton Woods, 53 ans depuis que Nixon a fermé la fenêtre de l'or et 50 ans depuis l'accord sur les pétrodollars avec l'Arabie saoudite, le règne du roi dollar en tant que première monnaie de paiement au monde touche à sa fin.

Et même si le processus sera probablement relativement progressif, aucun investisseur ne devrait être surpris si cela se produit tôt ou tard.

C'est un peu comme la citation d'Ernest Hemingway dans son roman *Le soleil se lève aussi* (1926). L'un des personnages demande : « Comment avez-vous fait faillite ? ».

« De deux façons », répond l'autre personnage. « Graduellement et soudainement». Le dollar pourrait perdre son statut de réserve progressivement, puis soudainement.

.La violence a été normalisée

Jeffrey Tucker 11 octobre 2024

Lors du débat mal nommé et pour la plupart grotesque entre Kamala Harris et Donald Trump, un modérateur a vérifié les faits concernant l'affirmation de Trump selon laquelle la criminalité est en hausse.

Contrairement à l'affirmation de Trump, le modérateur David Muir a déclaré que le FBI rapporte que la criminalité est en baisse, une affirmation qui a probablement frappé tous les téléspectateurs comme étant manifestement erronée.

Le vol à l'étalage n'était pas un mode de vie avant les bouclages. La plupart des villes n'étaient pas des champs de mines démographiques avec des dangers à chaque coin de rue. Il n'existait pas de droguerie dont la quasi-totalité des produits se trouvaient derrière un plexiglas fermé à clé.

Nous n'avons pas été avertis des endroits dans les villes, même de taille moyenne, où le car-jacking était un risque réel.

Il est tout à fait évident que la criminalité élevée aux États-Unis est endémique et que le respect des personnes et des biens y est de moins en moins respecté. Quant aux statistiques du FBI, elles valent à peu près autant que la plupart des données émanant des agences fédérales de nos jours.

Elles sont là à des fins de propagande, manipulées pour présenter l'image la plus favorable possible au régime.

Mensonges, sacrés mensonges et statistiques gouvernementales

C'est certainement le cas du Bureau des statistiques du travail et du ministère du commerce, qui débitent des absurdités évidentes depuis des années.

Les professionnels du secteur le savent mais s'y plient pour des raisons de survie professionnelle. En vérité, nous n'avons jamais connu de véritable reprise économique depuis les lockdowns.

La criminalité est en hausse. L'alphabétisation est en baisse. La confiance s'est effondrée. Les sociétés ont été brisées et le restent.

Quelques semaines seulement après la vérification officielle des faits lors du débat, nous disposons maintenant de nouvelles données provenant de l'enquête nationale sur les victimes de la criminalité.

Le Wall Street Journal en fait état : « *Le taux de criminalité violente en milieu urbain a augmenté de 40 % entre 2019 et 2023. Si l'on exclut les agressions simples, le taux de crimes violents en milieu urbain a augmenté de 54 % au cours de cette période. Entre 2022 et 2023, le taux de criminalité urbaine violente n'a pas changé de manière statistiquement significative, de sorte que ces taux de criminalité plus élevés semblent être la nouvelle norme dans les villes américaines.* »

Mais le FBI essaie de vous faire croire que la criminalité est en baisse. Bien sûr, c'est ce qu'ils disent.

Le rapport isole les « manifestations post-George Floyd » parce qu'aucun média ne veut mentionner les lockdowns. C'est encore un sujet tabou.

Nous ne pouvons pas dire, même aujourd'hui, que les pires violations des droits de l'histoire des États-Unis en termes d'ampleur et de profondeur ont été un désastre, simplement parce que le dire implique l'ensemble des médias, les deux partis, toutes les agences gouvernementales, le monde universitaire et tous les échelons supérieurs de l'ordre social et politique.

La politique est devenue une question de vie ou de mort

Le problème de la division politique prend une ampleur inquiétante. Il ne s'agit plus seulement d'affiches concurrentes et de rassemblements bruyants. Nous avons maintenant des tentatives d'assassinat régulières, et même une apparition extrêmement étrange d'une prime mise sur la tête d'un candidat par une agence officielle.

Des sondages ont montré que 26 millions de personnes aux États-Unis pensent que la violence est une bonne chose pour empêcher Trump de reprendre la présidence. D'où vient cette idée ?

Probablement dans les nombreux films hollywoodiens qui imaginent avoir tué Hitler avant qu'il n'accomplisse son œuvre, ainsi que dans les comparaisons incessantes entre Trump et Hitler, qui s'enchaînent les unes après les autres.

Assimiler Trump à Hitler, c'est le résultat que l'on obtient.

Il y a la violence privée, la violence publique et de nombreuses formes intermédiaires, y compris la violence des justiciers. Les violations des droits des personnes et des biens sont désormais normalisées.

Cela découle de la culture de notre époque, qui a été fortement influencée et même définie par le déploiement de la violence d'État au service d'objectifs politiques, à une échelle, une portée et une profondeur jamais vues auparavant.

Le rôle de la censure

La censure en est un élément majeur. La censure est le déploiement de la force au service du pouvoir d'État et d'autres institutions liées au pouvoir d'État, à des fins de planification de la culture.

Elle est exercée par l'État superficiel, en réponse à l'État intermédiaire et au nom de l'État profond. **C'est une forme de violence** qui interrompt la libre circulation de l'information : la capacité de parler et la capacité d'apprendre.

La censure entraîne la population à se taire, à avoir peur et à être constamment stressée, et elle classe les gens en fonction de leur conformité et de leur dissidence. La censure est conçue pour façonner l'esprit du public dans le but de renforcer la stabilité du régime. Une fois qu'elle a commencé, il n'y a plus de limites.

J'ai mentionné aux gens que Substack, Rumble et X pourraient être interdits d'ici le printemps de l'année prochaine, et les gens réagissent avec incrédulité. Pourquoi ? Il y a quatre ans, nous avons été enfermés dans nos maisons et exclus des églises, et les écoles pour lesquelles les gens paient toute l'année ont été fermées par la force du gouvernement.

S'ils peuvent faire cela, ils peuvent faire n'importe quoi.

Vous souvenez-vous de la liberté d'expression ?

La censure a été si efficace qu'elle a changé la façon dont nous nous engageons les uns envers les autres, même en privé. L'institut Brownstone, que j'ai fondé, a récemment organisé une retraite privée pour les chercheurs, les boursiers et les invités spéciaux.

Une invitée très spéciale m'a écrit qu'elle avait été complètement choquée par la liberté de pensée et d'expression qui régnait dans la salle. En tant que personne évoluant dans les cercles les plus élevés, elle avait oublié ce que c'était.

Cette censure coïncide avec une étrange valorisation de la violence qui nous est présentée dans le monde entier : Ukraine, Moyen-Orient, Londres, Paris et de nombreuses villes américaines. Jamais autant de personnes n'ont eu de caméras vidéo dans leurs poches et jamais il n'y a eu autant de plateformes sur lesquelles poster les résultats.

On peut se demander comment toutes ces présentations incessantes de destructions et de tueries affectent la culture publique.

Pourquoi ils le font

À quoi servent tous ces exercices de violence, qu'ils soient doux ou durs, publics ou privés ? Le niveau de vie se dégrade, les vies se raccourcissent, le désespoir et la mauvaise santé sont les principales caractéristiques de la population et l'analphabétisme a gagné toute une génération.

La décision de recourir à la violence pour maîtriser le règne microbien n'a pas donné de bons résultats. Pire, elle a fait de la violence un mode de vie.

« Lorsque le pillage devient un mode de vie pour un groupe d'hommes dans une société », a écrit Frédéric Bastiat, “au fil du temps, ils se créent un système juridique qui l'autorise et un code moral qui le glorifie”.

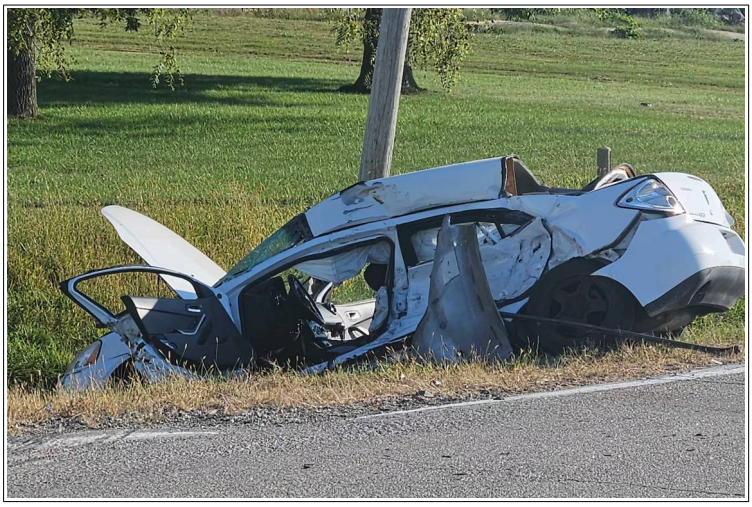
C'est précisément là où nous en sommes. Il est temps d'en parler et de désigner le coupable. La liberté, la vie privée et la propriété n'étaient déjà pas en sécurité avant 2020, mais ce sont les fermetures qui ont déclenché la boîte de Pandore des maux.

Nous ne pouvons pas vivre de cette manière. Les seuls arguments qui valent la peine d'être entendus sont ceux qui désignent la raison de la souffrance et proposent une voie viable pour **revenir à une vie civilisée.**

▲ **RETOUR** ▲

.« Nous perdons le contrôle total »

James Howard Kunstler 12 octobre 2024



« Nous perdons le contrôle total... », a-t-elle déclaré.

Hillary Clinton s'est récemment exprimée sur CNN pour appeler à la censure des médias sociaux. Voici sa citation complète :

> *Nous devrions, à mon avis, abroger ce qu'on appelle la section 230, qui a donné, vous savez, l'immunité aux plateformes sur Internet parce qu'on pensait qu'elles n'étaient que des passeurs, qu'elles ne devaient pas être jugées pour le contenu qu'elles publiaient.*
>
> *Mais nous savons maintenant qu'il s'agissait d'une vision trop simple, que si les plateformes, qu'il s'agisse de Facebook ou de Twitter/X ou d'Instagram ou de TikTok, quelles qu'elles soient, ne modèrent pas et ne surveillent pas le contenu, nous perdons totalement le contrôle.*

En entendant cela, vous vous êtes peut-être demandé ce que vous entendiez par « nous », Kemosabe.

Vous savez aussi depuis un certain temps qu'Hillary est exactement le quelque chose de mauvais qui nous arrive depuis de nombreuses années, au chant des sirènes des harpies des chaînes câblées qui hurlent Trump Trump Trump... Poutine Poutine Poutine à toute heure du jour et de la nuit, mois après mois lugubre, et tous les autres avatars de la ruine qui prétendent diriger la vie de notre nation.

Mais cette déclaration soulève suffisamment de questions pour que le ChatGDP reste vexé et perplexe jusqu'à la fin de sa vie contre nature : Nous perdons le contrôle total... ?

Oui, en effet, c'est le cas. Cela pourrait être une tournée de livres trop longue pour Mme Clinton et sa clique, maintenant que son panier de déplorables tremble dans le froid et l'obscurité dans les Appalaches, au milieu de la puanteur des cadavres non ramassés de leurs proches.

Les déplorables sont énervés

Le parti du chaos a réussi à contrarier le groupe démographique le plus féroce du pays, les Scotch-Irish sauvages et métissés qui peuplent ces collines et creux dévastés de l'ouest de la Caroline et de l'est du Tennessee, le peuple qui, depuis des générations, a été le premier à se porter volontaire pour combattre en Amérique, ont été les premiers à se porter volontaires pour combattre dans les guerres américaines, les Sergeant Yorks, les moonshiners et les stock car heroes, les Johnson Boys, les Boones et Crocketts, les Hatfields et McCoys, la chaîne et la trame même de notre folklore, moitié cheval et moitié alligator, nés en combattant.

Et maintenant, vous et votre bande de harpies des clubs de vin, de bizarres du Beltway, de charlatans d'Hollywood, de charitables Hamptons, de garçons de course globe-trotters, de maestros de la révolution des couleurs, d'escrocs raciaux, de drag-queens, d'escrocs de la loi, d'espions, de coupeurs de route, d'amis de la plage et d'escrocs, vous êtes allés titiller royalement ces gens-là.

À mon avis, vous n'avez pas encore commencé à voir les répercussions du fiasco de l'ouragan Hélène, qui résonneront loin des portes de Dollywood pendant des années.

J'espère qu'Alejandro Mayorkas apprécie le pull-over gaufré qu'il a acheté samedi dans une boutique de Georgetown pendant que les habitants hébétés du comté de Buncombe, en Caroline du Nord, trébuchaient dans un paysage de ruisseaux et de forêts réduits à un peu plus que ce que leurs ancêtres avaient découvert dans les années 1760.

Cela pourrait lui permettre de tenir jusqu'à la fin de sa peine dans une prison fédérale, lorsque tout sera terminé. Et par là, j'entends principalement le règne de ce régime malfaisant dont il est l'un des principaux acteurs, et dont les griffes s'échappent des leviers du pouvoir. Pensez-vous vraiment que l'Amérique va élire Kamala Harris, un pantalon vide, pour représenter cette cabale dépravée ?

Cela n'arrivera probablement pas ici, mais...

Rappelez-vous ce que les Roumains ont fait à Mme Ceausescu le jour de Noël 1989, lorsqu'elle et son mari Nicolae, ancien président de ce pays en souffrance, tout juste libéré de décennies de captivité communiste, ont été sommairement jugés par un tribunal provisoire après avoir tenté de s'enfuir.

Je vais vous le dire : Ils les ont ligotés comme deux porcs sauvages des Carpates (Sus scrofa) et les ont traînés devant un peloton d'exécution. Ce qui ne veut pas dire que les États-Unis sont comme la Roumanie, mais que de telles choses arrivent étonnamment dans des endroits autrefois tranquilles. Le peuple la détestait autant, voire plus, que son despote de mari. C'est tout dire.

La raison pour laquelle Hillary Clinton a été assez stupide pour déclarer sur toutes les chaînes d'information et tous les sites Internet de la Terre verte de Dieu la fin de la liberté d'expression dans la société occidentale reste l'un des grands mystères de l'histoire.

Le mauvais timing n'explique pas tout. Ce qui l'explique, c'est le désespoir psychotique de son parti, maintenant que les jours qui nous séparent de l'élection s'amenuisent et que le personnage pathétique qu'ils ont « désigné » trébuche d'une bévue de campagne à l'autre, et que toute l'équipe de malades derrière elle entretient des visions sombres de salles d'audience et de cellules de prison - y compris, soit dit en passant, son complice dans la destruction de la nation, **Barack Obama,** qui pourrait être accusé de conspiration en vue de commettre une sédition, ou même d'un crime plus grave, si l'élection se déroule dans le mauvais sens pour lui.

On peut supposer qu'ils se battent pour leur vie sans être accusés d'exagération.

Une surprise en octobre ?

En cas d'ouragan Helena et d'autres aléas de la saison, M. Trump n'a pas seulement l'air plus présidentiel, il est apparemment considéré comme quelque chose de proche d'un véritable président par intérim en l'absence étrange de « Joe Biden », qui ressemble de plus en plus à l'une de ces goules animatroniques à 300 dollars de Home Depot que les Américains plantent dans la cour avant cette saison des morts-vivants, avec les gigantesques lanternes gonflées, les squelettes qui font signe et les pierres tombales en plastique.

En d'autres termes, il semble que les gens vont voter pour le retour de M. Trump au pouvoir, puisque, ironiquement, il est la seule chose un tant soit peu présidentielle proposée en 2024. Même les adeptes du COVID, les nombreux nouveaux décrocheurs Woke démoralisés et la jeunesse masculine battue de l'Amérique penchent maintenant de son côté et cela effraie les démocrates jusqu'à leurs foies et leurs lumières.

En conséquence, **j'ai récemment été informé par un informateur de l'aviation commerciale, ayant des liens avec l'aviation militaire, qu'un déploiement massif d'avions préparait la logistique d'une opération majeure prévue dans une semaine environ, probablement au Moyen-Orient.** Je ne peux pas vous garantir que c'est vrai, mais c'était un vrai message d'avertissement, au moins de la part d'une personne sérieuse ; et vous savez que quelque chose pourrait se préparer... une surprise d'octobre, comme une bonne grosse guerre mondiale.

Qu'est-ce qu'ils ont d'autre maintenant ? La tentative boiteuse de Jack Smith de renforcer une accusation d'« insurrection » contre M. Trump dans l'abject fac-similé de tribunal fédéral du juge Chutkan ?

Tout le reste n'a été qu'échec, échec, échec tout au long de l'année... les cas de tête avec des fusils... toutes les autres affaires judiciaires inventées par Merrick Garland, Andrew Weissmann, Norm Eisen et Mary McCord... les bêlements inefficaces du comité éditorial du New York Times ? Ils sont à court d'astuces et ils le savent.

Alors oui, Hillary. Vous perdez le contrôle total. Totalement. Pour maintenant et pour toujours, amen.

▲ RETOUR ▲

« Vos arguments sont vraiment stupides »

Brian Maher 10 octobre 2024

BRIAN MAHER
DAILY RECKONING

Dans le numéro de mardi, nous avons soutenu - la langue collée à la joue - qu'un ***dictateur libertaire*** pourrait mieux servir les États-Unis à l'heure actuelle.

En effet, la stabilité de l'ordre constitutionnel américain, vertu fantastique lorsque la nation est en bonne santé, devient un vice vicieux lorsque la nation est en mauvaise santé.

Selon nous, la nation est actuellement déséquilibrée. Et la structure gouvernementale inefficace constitue un obstacle considérable à la remise en ordre nécessaire.

Certains lecteurs ont pris... ombrage... de nos séditions malicieuses et espiègles.

Ici, le lecteur D.M. nous tape très fort sur les doigts :

> *Nous avons besoin de plus d'impôts pour les idiots qui pensent que nous avons besoin d'un dictateur. Tous ceux qui pensent cela sont déconnectés de l'idée d'un gouvernement représentatif et du fait que cela coûte de l'argent et qu'ILS n'en paient manifestement pas assez.*

C'est ainsi. Mais combien d'argent devrait coûter un gouvernement représentatif ?

Devrait-il coûter 6,8 trillions de dollars - comme c'est le cas pour l'année fiscale 2024 ?

Notre gouvernement représentatif a emprunté 1 800 milliards de dollars pour continuer à fonctionner.

Si le gouvernement représentatif coûte 6 800 milliards de dollars, le représenté - le contribuable américain - doit le payer honnêtement.

Il ne doit pas obtenir le gouvernement représentatif à crédit. Et il ne devrait pas faire les poches de votre idiot de rédacteur en chef pour le financer.

C'est une affaire de fripouilles, c'est une affaire d'escrocs.

Nous arrivons ensuite au lecteur J.B. C'est de lui que nous apprenons :

> *Nous n'avons pas besoin d'un dictateur. Nous avons besoin de quelques représentants honnêtes et courageux au Congrès pour écouter Ron Paul. Nous devons réduire les budgets de guerre et d'aide sociale.*
>
> *Pour cela, nous devons réformer nos lois sur le financement des campagnes électorales. Citizens United doit être abrogé. Nous avons besoin de plus de transparence sur les fonds alloués aux campagnes. Finie la ploutocratie !*
>
> *Ensuite, nous devons instaurer une limitation des mandats pour tous nos élus, y compris les juges suprêmes. Pas de découpage électoral : Laissons les électeurs choisir les hommes politiques et non l'inverse.*
>
> *Enfin, il faut mettre fin à l'obstruction parlementaire, qui ne figurait pas dans la Constitution et qui est apparue bien plus tard. Une fois que tout cela sera fait, regardez comme notre gouvernement pourra devenir agile et efficace !*

Et l'enfer pourrait un jour former une couche de glace.

Enfin, nous en arrivons au lecteur LP :

> *Lisez un peu d'histoire. Vos arguments sont vraiment stupides. Je me désabonne.*

Nous ne connaissons pas l'histoire à laquelle LP fait référence.

Mais quelle histoire dessine un avenir brillant pour une nation qui gémit sous un ratio dette/PIB de 122 % ?

Qui doit emprunter 10 milliards de dollars chaque jour pour rester à flot... et qui n'arrive pas à équilibrer ses comptes ?

Les histoires que nous avons lues ont autopsié des empires défunts tels que Rome et l'Espagne.

Nous avons observé des parallèles inquiétants dans la situation actuelle des États-Unis.

Et selon nous, la Faucheuse a l'empire américain en ligne de mire.

Le coup sur l'épaule ne viendra peut-être pas demain. La disparition elle-même peut être une affaire longue et languissante.

Pourtant, nous craignons que l'empire américain ne se dirige vers l'hospice.

LP est bien sûr libre de se désabonner de notre s**t. Nous l'encourageons d'ailleurs à le faire.

La lecture de notre s**t s'avérerait une source infinie de frustration. Et nous ne souhaitons la frustration à personne.

Nous lui souhaitons la paix.

Une grande partie de notre pessimisme provient de notre pessimisme à l'égard du dollar américain.

Le dollar a représenté un pilier central de l'empire américain parce qu'il a été la principale monnaie de réserve du monde.

Mais comme le montre Jim Rickards ci-dessous, le règne du roi dollar touche à sa fin.

Et avec lui - selon nous - disparaîtra l'empire américain.

▲RETOUR▲

.Viktor Bout mord le cul de Biden

Sean Ring 10 octobre 2024

« Il ne s'agit que de quelques AK-47 ! » sera un jour mis au même niveau que “Je n'en avais qu'un !”.

Je m'explique.

Une joueuse arrêtée pour possession d'herbe en Russie

Lorsque Griner a été arrêtée en Russie en 2022, j'ai écrit un article intitulé « De Russie avec Mowie Wowie ». J'ai pensé qu'il serait amusant d'écrire sur deux choses dont je me fiche complètement : le cannabis et le sport féminin. J'ai conclu cet article de manière prémonitoire avec ce résumé (les caractères gras sont de moi) :

> *Je pense que Griner sera libérée plus tôt que prévu.*
>
> *Moscou et Washington finiront par conclure un accord d'échange de prisonniers.*
>
> *Griner souffrira peut-être encore un peu dans les prisons russes, mais elle n'y restera pas longtemps.*
>
> *En attendant, j'espère que les diplomates américains s'attelleront à des tâches bien plus importantes.*
>
> *Comme éteindre tous les incendies que leur président et le président de la Chambre des représentants ont allumés.*
>
> *« Moscou et Washington finiront par conclure un accord d'échange de prisonniers. »*

Mais j'étais loin de me douter qu'il s'agirait de l'échange de prisonniers le plus malavisé de l'histoire diplomatique, avec des conséquences potentiellement périlleuses.

L'échange

Viktor Bout, surnommé le marchand de mort, dont la vie a inspiré le film de Nicholas Cage *The Lord of War,* a été échangé contre la « star » du basket féminin Britney Griner, qui consomme de l'herbe et déteste l'Amérique, il y a un peu moins de deux ans. À l'époque, cette transaction a été qualifiée par beaucoup d'« échange Herschel Walker de l'histoire diplomatique ».

La semaine où cet échange idiot a eu lieu, j'ai écrit un article intitulé « *Les agents russes n'ont pas besoin d'une capsule de cyanure qui pue* ».

La nouvelle m'a laissé dans un état d'incrédulité totale. La seule chose qui a atténué mon choc a été le fait qu'il s'agissait d'une idée malencontreuse de Joe Biden.

Je n'arrive pas à croire que j'ai cité l'ancien sénateur américain de l'État corrompu du New Jersey, Bob Menedez, aujourd'hui en disgrâce, mais toujours en disgrâce. Mais je l'ai fait, et le voici :

> *Manifestement atteint d'une crise de bon sens, le sénateur Bob Menendez, D-N.J., président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, a déclaré qu'il n'y avait pas d'équivalence « entre les Brittney Griners du monde et des gens comme Viktor Bout ».*

Plus d'informations sur Menendez, via Fox News :

> *« Rien n'est plus éloigné de la vérité, et nous ne pouvons ignorer que la remise en liberté de Bout est une décision profondément troublante. Nous devons cesser d'inviter les régimes dictatoriaux et voyous à utiliser les Américains à l'étranger comme monnaie d'échange, et nous devons essayer de mieux encourager les citoyens américains à ne pas se rendre dans des pays comme la Russie, où ils sont les premières cibles de ce type de détention illégale ».*

J'étais d'accord avec Menendez à l'époque, et je le suis toujours.

Le seigneur de la guerre

Si vous ne savez toujours pas qui est Viktor Bout et pourquoi il est si important, laissez-moi vous le dire.

Je pense qu'il est juste de dire que Viktor Bout (prononcé Boot) est un expert en **logistique amoral**.

Il ne se soucie pas des armes, des munitions ou de toute autre chose qu'il expédie.

Bout est un excellent homme d'affaires spécialisé dans le transport de marchandises de contrebande.

Il a également exacerbé les conflits dans toute l'Afrique. Mais cela n'avait pas - et n'a pas - la moindre importance pour lui.

Et c'est ce qui le rend si dangereux.

Les qualifications de Bout ne sont pas contestées.

À l'époque, j'ai écrit :

> *Mais pourquoi Vladimir Poutine et ses acolytes voudraient-ils que Bout - qui s'est spécialisé dans le transport d'armes en Afrique - sorte de prison ?*

> *Cela me semble louche jusqu'à ce que vous lisiez ces titres.*
>
> *Il convient de noter que Bout a également volé pour 32 milliards de dollars d'armes à l'Ukraine entre 1992 et 1998.*
>
> *Cela a peut-être pris du temps, mais les paroles de Bout au New Yorker se sont avérées exactes :*
>
> *« Ils essaieront de m'enfermer à vie », m'a dit Bout. « Mais je retournerai en Russie. Je ne sais pas quand. Mais je suis encore jeune. Votre empire s'effondrera et je sortirai d'ici ».*
>
> *Le gouvernement américain pense peut-être qu'il va prendre sa retraite.*
>
> *Mais si j'étais Bout, la première chose que je dirais à Poutine serait : « Merci, camarade président. Que puis-je faire pour vous ? »*
>
> *Ensuite, je réunirais le groupe.*
>
> *Car les agents russes savent désormais que le Kremlin ne les oubliera pas.*

Pas besoin de pilule de cyanure.

Il suffit de se taire, et vous rentrerez chez vous un jour.

J'ai terminé cet article par ceci (les caractères gras sont de moi) :

Je suis heureux que Griner soit sortie de prison.

Personne ne mérite neuf jours, et encore moins des années, de prison pour avoir vaporisé de l'huile d'herbe.

Le fait qu'elle déteste l'Amérique n'a rien à voir avec la conversation. Elle a un passeport et, par conséquent, le droit à l'aide de son gouvernement.

Mais l'échanger contre Viktor Bout ?

C'est de la folie.

Il faut s'attendre, au moment où l'on s'y attend le moins, à un article détaillant toutes les courses aux armes que Bout a recommencé à faire à la demande de Vladimir Poutine.

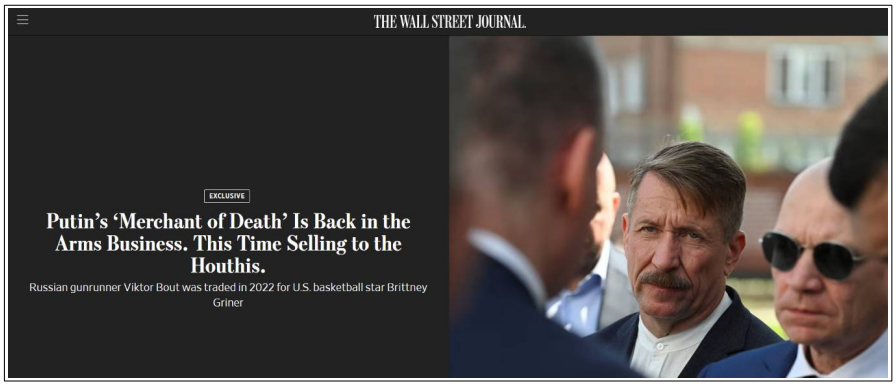
Les hommes politiques cherchent toujours à gagner rapidement et ne pensent que rarement, voire jamais, à l'avenir.

C'est le cas de Joke Biden, 80 ans.

Il faut toujours se méfier d'un vieil homme pressé.

C'est dans ces moments-là que je m'étonne que l'on puisse s'étonner d'une conclusion aussi évidente.
Comment ça se passe ?

Voyons voir :



Crédit : The Wall Street Journal

Le Journal écrit (les caractères gras sont de moi) :

Depuis sa libération, M. Bout a rejoint un parti d'extrême droite pro-Kremlin et a remporté un siège dans une assemblée locale en 2023, semblant ainsi tourner la page de son époque de courtier en armes. Toutefois, lorsque des émissaires houthis se sont rendus à Moscou en août pour négocier l'achat d'armes

automatiques d'une valeur de 10 millions de dollars, ils ont rencontré un visage familier : le moustachu Bout, selon un responsable européen de la sécurité et d'autres personnes au fait de l'affaire.

Les transferts d'armes potentiels, qui n'ont pas encore été effectués, sont loin de concerner la vente de missiles russes anti-navires ou anti-aériens, qui pourraient constituer une menace importante pour les efforts de l'armée américaine visant à protéger le transport maritime international contre les attaques des Houthis.

L'administration Biden craint que la Russie ne fournisse aux Houthis de telles armes de pointe en représailles au soutien apporté par Washington à l'Ukraine, mais rien ne prouve que ces missiles aient été envoyés, ni que Bout soit impliqué dans un tel accord.

Cependant, même des livraisons d'armes légères aux Houthis susciteraient l'opposition de Washington, qui a désigné les militants yéménites comme un groupe terroriste.

Le seul journal que je vois contester l'histoire du Journal selon laquelle M. Bout est de retour dans les affaires est le South China Morning Post.

Bien entendu, M. Bout a lui-même démenti l'article dans l'agence TASS :

« Les allégations de l'article sont sans fondement ; il s'agit simplement d'un flash dans le domaine de l'information », a déclaré M. Bout.

Selon lui, le [Journal] « est passé depuis longtemps du statut de média strictement économique, couvrant traditionnellement les questions financières et économiques, à celui de média politique partial. Nous le savons notamment grâce au cas d'Evan Gershkovich, un journaliste du Wall Street Journal qui a été pris en flagrant délit et arrêté dans [la ville russe de] Yekaterinburg. Il a été prouvé au cours du procès qu'il avait agi sous couverture et recueilli des renseignements pour la CIA alors qu'il travaillait pour le journal. C'est la raison pour laquelle les rapports de ces médias doivent être examinés principalement à travers le prisme de ceux à qui ils profitent et de l'accroche qu'ils cherchent à créer ».

Le Journal aurait pu se tromper. Après tout, leurs sources sont ténues.

Mais Bout (et la Russie) pourraient également mentir à ce sujet.

Bien sûr, si Biden ne l'avait pas relâché, nous ne serions pas en train d'en discuter.

Récapitulatif

Des jours comme celui-ci, je me sens justifié.

Dès le premier jour, il était évident que la décision de l'administration Biden de libérer Bout était une erreur involontaire. Il était également évident qu'un jour, Bout reviendrait à ce qu'il fait de mieux.

Après tout, on ne laisse pas longtemps son as sur le banc de touche. En cas de besoin, il lance les matchs 1, 3, 5 et 7.

Et Viktor Bout est un as dans la manche de Vladimir Poutine.

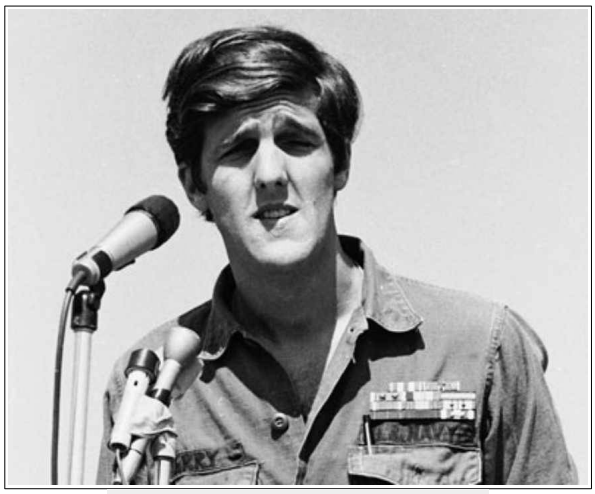
Il ne s'agit que de quelques AK-47 de toute façon...

▲RETOUR▲

.Les Héros et les Méchants

Par James Howard Kunstler – Le 30 Septembre 2024 – Source Clusterfuck Nation

Il est très difficile de gouverner aujourd'hui… Le premier amendement constitue un obstacle majeur. – **John Kerry.**



John Kerry sous les drapeaux

Ainsi parlait la coupe de cheveux à la recherche d'un cerveau qui s'est présentée à l'élection présidentielle de 2004. Quelque chose n'allait pas à l'Hôpital Conception Central la nuit où Dieu a créé John Kerry. Peut-être qu'ils étaient à court d'inventaire pour le matériel qui va à l'intérieur de la tête, et qu'ils ont donc exagéré sur le matériau de couverture. Peut-être lui ont-ils aussi attribué un testicule supplémentaire en guise de compensation. Il fallait certainement des couilles (mais pas de cervelle) pour affirmer, depuis la scène du Forum économique mondial (WEF), que la liberté d'expression encombre la marche de l'Amérique vers le totalitarisme.

La déclaration malheureuse de Kerry vous dit tout ce qu'il faut savoir sur la façon dont le parti de John F. Kennedy s'est transformé, des années plus tard, en une secte démoniaque cherchant à détruire tout ce qui était autrefois noble et droit dans notre pays. Si la désinformation existe – et cette affirmation est douteuse car, en réalité, il n'y a que la vérité et le mensonge -, le principal dispensateur de cette désinformation est notre propre gouvernement dépravé. Chaque morceau qu'il publie est une sorte de contre-pensée orwellienne.

Hier encore, l'ancien procureur général Eric Holder a déclaré à Jen Psaki, de *MSNBC*, à propos du retour de Trump au pouvoir : *« Ils utiliseront les mécanismes du ministère de la justice pour s'en prendre aux personnes qui sont leurs adversaires politiques. C'est quelque chose qui ne s'est jamais vraiment produit dans l'histoire de cette république »*. Holder est peut-être né la nuit, mais probablement pas la nuit dernière.

Apparemment, il n'a pas remarqué l'usage que l'actuel procureur général Merrick Garland a fait du ministère de la justice de *« Joe Biden »*, pliant le ciel, la terre et la loi pour mettre Trump derrière les barreaux et le ruiner – sans parler des dizaines d'avocats proches de Trump poursuivis dans des affaires farfelues en raison de leurs efforts pour poursuivre les fraudes électorales lors des élections de 2020.

La semaine dernière, Hillary Clinton s'est montrée tout aussi convaincante avec Margaret Hoover dans l'émission *Firing Line* de la chaîne *PBS*, en déclarant : *« La presse a besoin d'un récit cohérent sur le danger que représente Trump »*. Bien sûr, elle ne cesse de l'affirmer – et les médias le répètent – sans jamais préciser quel est ce danger. Alors, je vais vous le dire : Hillary Clinton et des centaines de fonctionnaires affiliés au Parti démocrate, passés et présents, craignent d'être soumis à une procédure judiciaire pour des crimes allant jusqu'à la trahison pour leur conduite au cours de la dernière décennie, y compris le meurtre de masse et la blessure de millions de personnes avec leur politique Covid, leur complicité délibérée avec des millions de personnes qui traversent la frontière illégalement, leur utilisation de plusieurs agences gouvernementales pour restreindre le premier amendement, leur abus de pouvoir du DOJ et du FBI dans des poursuites malveillantes, leurs jeux de passe-passe qui font passer l'argent des contribuables à des centaines d'ONG de copinage, et leur utilisation de l'Ukraine comme blanchisserie pour l'ensemble du cartel criminel de la *Beltway*. Et ce n'est certainement pas tout.

C'est le dernier élément de cette liste qui a provoqué la destitution n° 1 de Trump, qui a failli s'en enquérir lors de l'appel téléphonique fatidique de 2019 au président Zelensky. Et, bien sûr, c'est exactement dans ce gouffre de corruption que la famille Biden s'est servie en millions de dollars détournés pendant que Joe n'était pas en fonction, et que son fils, homme à tout faire, gambadait à travers le monde en arrachant encore plus de millions à des arbres à argent de divers pays exotiques, partout où il atterrissait. Tout cela pour dire que le *« danger »* que représente Trump est pour eux personnellement et directement, et certainement pas pour *« notre démocratie »*, leur cri de guerre bidon. Alors, maintenant vous savez.

Nombre de ces acteurs ont été mis à terre au cours de l'année écoulée, voire plus. On n'entend plus beaucoup parler ces jours-ci de gens comme Jim Comey, John Brennan, Jim Clapper, Andy McCabe, Tony Fauci, Peter Hotez, et bien d'autres encore, qui étaient si actifs à s'épancher sur les chaînes câblées après que le blob eut réussi à installer *« Joe Biden »* comme son *« barbu »* dans le bureau ovale. Aujourd'hui, ils sont tous terrorisés par l'échec spectaculaire de l'immense batterie d'attaques contre Trump, qui n'a pas réussi à l'empêcher de se représenter, et par l'échec des deux premières tentatives d'attenter à sa vie. Pendant ce temps, Garland, Mayorkas, Christopher Wray, restent dans les tranchées, réduits à faire de l'obstruction à tous les efforts visant à obtenir d'eux des réponses directes sur la façon dont ils gèrent les choses. Et en face d'eux, il y a leur supposée protectrice, **Kamala Harris, la candidate la plus incapable que l'on puisse imaginer.** Pas étonnant qu'ils soient si désespérés.

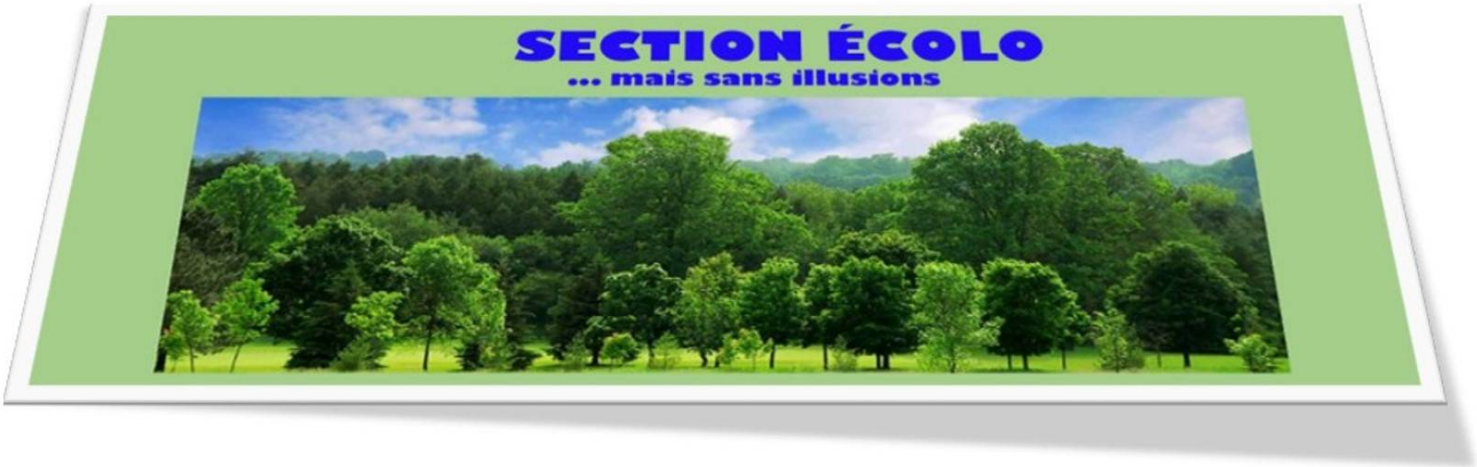
En contraste avec toute cette trahison de bas étage dans et autour du Parti du chaos et de ses agents corrompus et dépravés qui craignent que la loi ne se retourne contre eux, il y a eu l'événement *Rescue the Republic* (Sauvez la République) au centre commercial de Washington dimanche. L'intelligence et l'honnêteté qui y régnaient étaient un rappel saisissant des sentiments qui ont donné naissance à notre pays. RFK Jr, Tulsi Gabbard, Jordan Peterson, Matt Taibbi, le sénateur Ron Johnson, Del Bigtree, le Dr Pierre Kory, le Dr Robert Malone et bien d'autres personnalités s'alignant sur la campagne Trump ont délivré un message émouvant après l'autre, nous informant que les vertus cardinales de l'honneur, de la force d'âme, du courage et de la justice sont toujours vivantes à l'arrière-plan de cette nation endolorie. Je n'ai jamais entendu d'appel extemporané plus éloquent à nos vertus humaines communes que le discours prononcé par le Britannique Russell Brand, censé être un humoriste. C'était du Shakespeare.

Demain, nous entrons donc dans le mois d'octobre, le mois des *« surprises »* promises, et généralement pas des plus heureuses. Hillary y a fait allusion dans son discours lors de l'émission *Firing Line*. Sa bande (Huma, Alex Soros) a-t-elle quelque chose dans sa manche ? ***Le faux procureur spécial (nommé illégalement et non confirmé par le Sénat) Jack Smith*** qui se présente dans la salle d'audience fédérale du juge Tanya Chutkan à Washington avec un gros dossier détaillant son nouvel acte d'accusation préparé pour remplacer l'affaire précédente qui a

déraillé à la suite de la décision de la Cour suprême au début de l'année sur l'immunité présidentielle ? Des équipes d'assassins qui parcourent le pays à la recherche de Trump ? Et il ne s'agit là que des inconnues connues.

Mais il y a quelque chose d'autre dans l'air, à un peu plus d'un mois de cette journée électorale fatidique. On a l'impression que suffisamment d'Américains ont retrouvé leurs esprits pour agir contre la guerre, la censure, l'ouverture des frontières et le règne despotique d'une masse bureaucratique malveillante pour laquelle personne n'a voté. Des fraudes aux bulletins de vote par correspondance sont déjà découvertes. Trump pourrait finalement survivre à cette épreuve de la campagne, malgré tous les efforts de ses ennemis. La nation pourrait sortir de ce bourbier d'autodestruction et de désespoir après tout. Nous avions l'habitude de dire fièrement que nous vivons dans un pays libre. Il peut l'être à nouveau.

▲RETOUR▲



. RETOUR SUR TERRE . . . .

8 Octobre 2024 , Rédigé par Patrick REYMOND

LA CHUTE - LA CHRONIQUE DE L'EFFONDREMENT *Patrick Reymond*

Mathieu Kassovitz vient de casser la baraque. "La pollution n'existe pas". De fait, pour une fois, pour une fois qu'il a raison, il faut le saluer. De fait, tout ce qui est sur terre, vient de terre, où alors, je n'ai pas encore trouvé les statistiques d'importations extra-terrestres.

De fait, une pollution, c'est la concentration sur un endroit, de choses provenant d'autres, sous une autre forme.

Si j'en crois mon département, connu pour être rural et peu pollué, il s'est quand même tapé l'existence de 800 mines diverses et variées, qui ont pollué en leur temps.

Depuis, comme il a dit, la nature a repris le dessus.

Comme le ridicule ne tue pas, l'Arcom a été saisie, et ce, pour quoi faire ? L'Arcom va déposer plainte ???

« *C'est une opinion contredisant des faits scientifiques établis* » De fait, il y a erreur, le richomemenclimatic n'est pas "scientifiquement établi", c'est seulement "médiatiquement établi", parce que même si 99 % des scientifiques disent au plus qu'ils n'en savent rien, le 1 % largement corrompu subventionné a seul accès aux médias.

De fait, il ne faut pas prendre au pied de la lettre ce qui dit Mathieu Kassovitz. Il veut simplement dire qu'il faut raison garder.

Pour les égrenages de catastrophes naturelles, dont on décerne le mérite au richofemenclimatic, je citerais un auteur, il s'appelle Lucien Bodard. C'est un homme qui est né en Chine, son père y était consul. il dit qu'écraser une jonque pleine de monde (évidemment noyés) pour son vapeur qui remontait le Yang Tsé, c'était un incident sans importance, dans cette Chine des seigneurs de la guerre où perdre 10 millions de personnes dans une inondation ne faisait pas une ligne dans les journaux de Shangaï. Réchauffement climatique des années 1920 ? Ou simple effet de l'effondrement de l'état central chinois ?

D'ailleurs, le droit politique chinois nous dit que le "mandat du ciel", quand il est retiré à une dynastie, se manifeste par une succession de catastrophes naturelles. De fait, ces catastrophes, n'en sont pas. c'est la perte de l'autorité de l'état qui se manifeste par de multiples accidents, dues à des décennies d'incuries multiples. Dans la Chine ancienne, les inondations sont souvent la conséquence, plus des canaux non curés, que des intempéries. Mais je vous rassure, officiellement, ces budgets d'entretien sont toujours dépensés, même si rien n'est fait. Ou alors, on a fait des économies pour rééquilibrer le budget.

Dans la Défense, le quartier, les bureaux sont à l'abandon, de plus en plus. Les bureaux les plus anciens se vident, au profit (c'est le cas de le dire), des nouveaux. Sans doute, les nouveaux font des efforts sur les prix et ne sont pas obsolètes contrairement aux anciennes des années 1960 à 1970. Pire, les nouvelles entreprises qui s'implantent sont petites.

Dans le cas de la Défense, aucune trace de richofemenclimatic, seulement un changement de paramètres économiques.

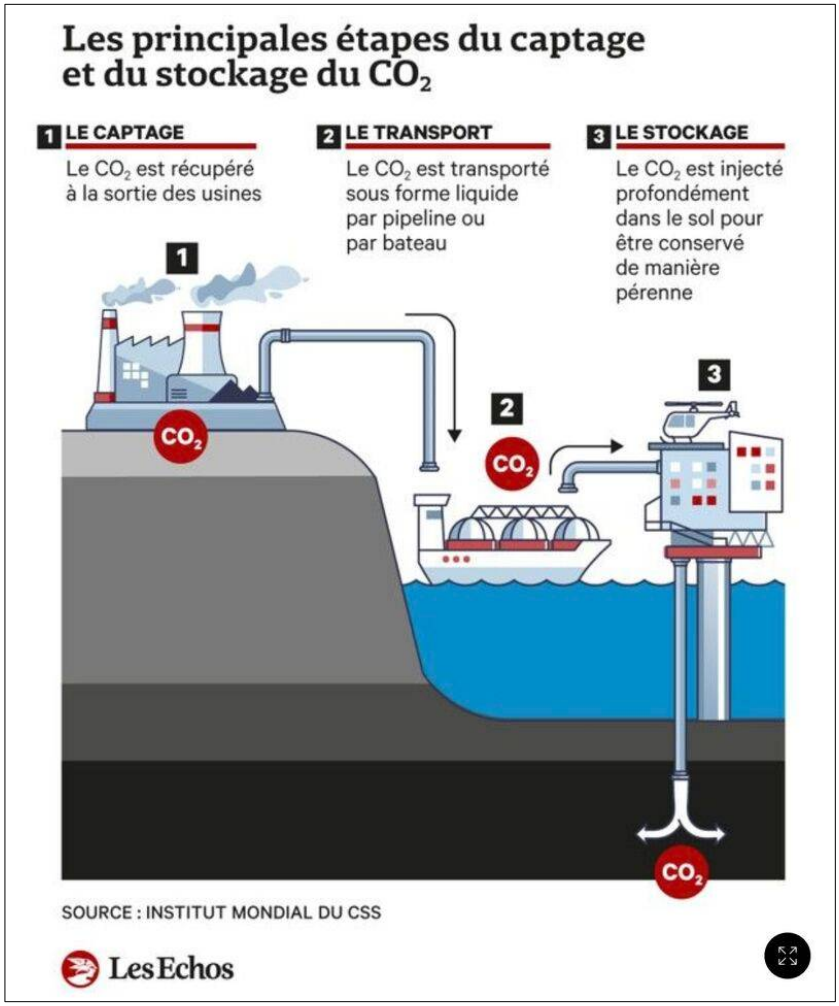
Pour l'autorité de l'état, je dirais qu'aujourd'hui, l'autorité de l'état français, ça fait rire. De fait, on a "privilégié" l'indemnisation (de manière pingre), des victimes, ce qui évite de faire le reste...

Milee, distributeur de prospectus papier, est en faillite, liquidé, les salariés, non payés, mutation économique aussi, le prospectus ne se vend plus.

Devant un monde qui s'écroule, une bande de gogos naïfs ont besoin de croyances apocalyptiques pour ne pas voir la réalité. La simple dislocation de notre monde est DÉJÀ quelque chose qui nous emmène vers l'horrible.

LE COIN DE JEAN-MARC JANCOVICI

.Captage et stockage de carbone



Les Echos viennent de consacrer 2 articles à la capture et séquestration du CO2 (CCS en abrégé), un procédé qui permet de récupérer le CO2 à la sortie d'une cheminée d'un site de l'industrie lourde (centrale électrique au charbon ou au gaz, chimie de base, cimenterie, aciérie...) puis de l'enfouir sous terre après l'avoir mis sous forme supercritique (un état de la matière à la fois liquide et gazeux) :

- un premier sur les ambitions européennes en la matière : https://t.ly/uHsv0

- un deuxième sur les ambitions anglaises (rappelons aux distraits que la Grande Bretagne ne fait plus partie de l'Union :)) : https://t.ly/UZ5ww

Ce qui est frappant, dans ces deux articles, est que la présentation est "purement économique". Les journalistes font état du coût actuel de capture et séquestration d'une tonne de CO2 - dans les 200 euros, et le coût d'ensemble pour l'UE ou le Royaume Uni est obtenu par une règle de trois (pour une fois discutable :)), l'obstacle à franchir semblant alors une simple question d'argent.

Mais l'impact premier concerne les flux physiques du système productif, avec des conséquences économiques très difficiles à évaluer globalement. Comme le CO2 est une molécule stable qui ne se laisse pas facilement "attraper", la capture de ce gaz demande de 15% à 30% de l'énergie du site industriel pour l'isoler en sortie : c'est la "pénalité énergétique".

De là, il y a 2 options :

- soit l'industriel veut conserver la même production (d'acier, de ciment, d'hydrogène, d'électricité...), et il a besoin de 17% à 42% d'énergie en plus. La limite est physique : il faut que cette énergie existe (l'histoire récente montre que pour le gaz ce n'est pas gagné) et être capable de l'acheminer (réseaux, ports...)

- soit il accepte de perdre de 15% à 30% de la production, parce que l'énergie qui sert à la capture est autant qui ne sert plus pour le reste. A ce moment il y a un défaut d'électricité ou de matière première à l'aval, qui a des conséquences pour l'ensemble de l'économie.

D'une manière plus large, l'énergie étant le premier facteur limitant de la production économique aujourd'hui, si nous sommes obligés d'en utiliser une partie pour passer la "balayette à CO2", il y en aura moins pour tout le reste de la production, et donc, toutes choses égales par ailleurs, il y aura moins de PIB. Et cet effet là - de loin le plus important - ne figure pas dans le calcul du coût.

Par ailleurs, le coût de mise en oeuvre est calculé avec les prix d'aujourd'hui. Or, dans un monde où la ressource matérielle (nécessaire pour construire et opérer un dispositif de CCS) se raréfie, les prix de tout et n'importe quoi vont augmenter en termes réels. Le coût réel sur la durée a toutes les chances d'être plus élevé que le calcul fait aujourd'hui.

Faut-il pour autant ne pas recourir à ce procédé ? Peut-être pas. Mais c'est d'abord à une analyse physique (et non économique) qu'il faut se livrer pour avoir une idée de son potentiel.

• • •

INVENTAIRE FORESTIER NATIONAL

Si l'on se tourne vers le passé, la forêt française va bien. Elle couvre désormais 30% du territoire métropolitain, contre la moitié il y a un siècle et demi. En 40 ans, le stock de bois vivant est passé de 1,8 à 2,8 milliards de m3, soit 50% de plus : https://t.ly/p7ZPb

Mais si l'on se tourne vers l'avenir, c'est une autre histoire. Epicéas, chênes, hêtres, bouleaux, sapins, et bien d'autres essences sont menacées par le changement climatique, à cause du stress hydrique et thermique, des

ravageurs (champignons, virus, insectes), ou des incendies. Entre autres conséquences, la forte hausse de la mortalité a déjà conduit la "pompe à carbone" forestière à 50% de baisse en 10 ans : https://t.ly/AsUuY

Un quart de la forêt métropolitaine est possédée par l'Etat ou des collectivités locales, et la gestion en est assurée par l'Office National des Forêts, un établissement public qui "pèse" environ 8000 personnes et un milliard d'euros.

Notons que dans ses missions il y a à la fois l'exploitation de la forêt et la préservation de la biodiversité forestière, les deux objectifs étant parfois antagonistes à court terme, et seul le premier donnant lieu à des recettes commerciales.

A la suite d'une "requête citoyenne" (une demande effectuée sur son site), la Cour des comptes vient de publier un rapport intitulé "L'Office national des forêts et le défi de la transition écologique", qui porte sur les moyens dont dispose cet établissement pour faire face au défi qui s'annonce : https://t.ly/nP6UJ

De fait, le changement climatique va accroître son travail. Il va d'abord falloir planter plus de jeunes arbres qu'avant, parce que la régénération naturelle conduirait à essayer de conserver des espèces qui ne seront plus adaptées au climat futur (et donc vont mourir).

Si ces espèces nouvelles sont diversifiées, pour augmenter la résilience de la forêt aux agressions de toute nature, et prélevées ensuite de manière sélective, pour préserver la biodiversité, cela diminue potentiellement la productivité du travail, même si cela conserve mieux la forêt globalement. Comment faire ?

Il va aussi falloir évacuer, certaines années, plus de "bois de crise", qui désigne des arbres déjà affaiblis et qui perdront leur valeur s'ils meurent, ou des arbres venant d'être abattus par une tempête.

8000 personnes et un milliard d'euros, ça peut sembler gros. Sauf que, en face, il y a 4,5 millions d'hectares en métropole, et 6 de plus en Guyane. Dit autrement, rien qu'en métropole on doit gérer et adapter 8% de la surface du pays avec 0,03% des actifs et 0,04% du PIB.

Et pendant que l'on mégote quelques centaines de millions d'euros pour avoir toujours de la forêt demain, on déverse les milliards, on mobilise les ingénieurs par milliers, et on capte l'électricité décarbonée par milliards de kWh pour faire joujou avec des "larges modèles de langage" (l'IA). Ferions nous pareil si nous étions mieux "éduqués à la nature", comme le propose Gaspard Koenig (https://t.ly/16IsP) ?

• • •

.Le problème caché derrière l'inflation

rédigé par Philippe Béchade 11 mai 2022

Le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui n'est pas tant l'inflation, mais surtout la disponibilité des ressources pour faire tourner l'économie. Ou, dit autrement, la possibilité de pénuries… y compris la pire des pénuries : celle des liquidités.

Malgré une baisse du PIB américain au premier trimestre, et une inflation toujours croissante, certains économistes doutent que le pays entre en récession cette année. Ils s'appuient pour cela sur le niveau de l'emploi dans le pays, et le fait qu'une partie de l'inflation est causée par une spirale prix-salaires.

Mais le problème auquel nous sommes confrontés n'est pas tant l'inflation que la disponibilité des ressources pour faire tourner l'économie. Ou, dit autrement, la possibilité de pénuries.

C'est exactement le genre de situation que la guerre en Ukraine a fait surgir, dès lors que les pays occidentaux ont commencé à brandir la menace de l'embargo sur tout ce qui provient de Russie.

L'embargo sur le gaz russe semble économiquement suicidaire, car prétendre pouvoir le remplacer à terme par du GNL provenant de pays « fréquentables » (l'Iran pourrait en redevenir un, réalisme énergétique faisant loi) relève de la fable pour simples d'esprits.

En effet, alors que la Russie livre à l'Europe 150 milliards de mètres cubes par an à l'Europe via gazoduc, il n'existe que 122 méthaniers dans le monde offrant une capacité de transport de 1 milliard de mètres cubes de gaz par an.

Remplacer le gaz russe par du gaz liquéfié américains nécessiterait une flotte de **6 000 navires** effectuant 1 800 trajets aller-retour (qui prennent un mois) par an pour livrer à l'UE ce dont elle a besoin. En somme : il manque actuellement près de 5 000 méthaniers pour faire le job !

L'Europe, sous la pression américaine, se dit toutefois prête à consentir le sacrifice de manquer de gaz, de pétrole, sans aucune preuve que cela débarrassera l'Ukraine de la présence russe.

Pas grave, les citoyens européens se chaufferont moins l'hiver prochain. Et ceux qui ne veulent pas rajouter un pull pourront se rabattre sur les hôtels 5 étoiles que les hauts fonctionnaires qui décident de « qui doit se priver de quoi » continueront de fréquenter assidûment, réunions internationales de la plus haute importance oblige. Pour une majorité de citoyens/consommateurs, la hausse de pétrole les a déjà refroidis !

La moitié de l'Europe qui grelotte d'ici Noël prochain, c'est probablement la moins grave des conséquences de la guerre d'anéantissement menée contre la Russie : **ce qui se profile, ce sont en effet de multiples pénuries alimentaires, à court, comme à moyen terme.**

Non seulement parce que le blé ukrainien risque de se faire rare dès cet été, mais surtout parce que l'Europe va manquer d'engrais en 2023 pour maintenir les rendements céréaliers auxquels nous sommes accoutumés.

Prenez le colza : la plupart de nos concitoyens redoutent une pénurie d'huile alimentaire avec la disparition de l'huile de tournesol ukrainienne, qui raréfiera à son tour les autres huiles de cuisson… mais ils ignorent le plus souvent que notre diesel contient 7% de bioéthanol extrait du colza que la France produit en masse.

Et ce pourcentage pourrait être nettement supérieur sans que la qualité énergétique du diesel et nos moteurs en souffrent : avec un prix du pétrole doublé en un an, rajouter plus d'éthanol serait judicieux… à condition qu'il ne vienne pas à manquer lui non plus.

Or l'engrais, c'est également une question d'énergie : l'engrais azoté vital pour pratiquement toutes nos cultures est produit à partir du gaz, indispensable pour la synthèse chimique de l'ammoniac qui est transformé à son tour en « ANFO » (nom technique des engrais azotés). La France en consomme 2,3 millions de tonnes par an. Mais, vu le prix du gaz, le coût à la tonne devient prohibitif (il a dépassé 1 000 $, contre 200 $ il y a un an).

Le secteur automobile est quant à lui menacé à tous les niveaux : sans le nickel russe, moins d'acier plat inoxydable dont sont faites les carrosseries de nos voitures, sans parler des batteries des véhicules électriques. Sans le palladium russe, plus de pots catalytiques pour les véhicules thermiques. Sans gaz néon (produit en Ukraine mais contrôlé par des firmes russes), plus de semi-conducteurs.

Cette stratégie consistant à accabler la Russie de sanctions et surtout à boycotter tout ce qu'elle exporte, c'est une nouvelle étape – majeure – de la démondialisation entamée sous l'ère Trump.

Mais celle-là s'annonce inflationniste, et pas transitoirement : c'est la fin de 30 ans d'architecture commerciale planétaire déflationniste – basée sur les délocalisations vers les pays « low costs » et des matières premières accessibles et abondantes.

L'heure est à la relocalisation des productions, les pénuries de tout surgissent tous azimuts et **nous ramènent à une vitesse étourdissante vers des conditions d'après Première ou Seconde Guerre mondiale.**

La pénurie qui inquiète les marchés

La pire des pénuries, pour les marchés, ce ne sont cependant pas des rayons alimentaires vides dans les supermarchés, des entrepôts de stockage d'engrais à sec, des garagistes privés de pièces détachées, ou même des réservoirs de gaz vides : la pire des pénuries, c'est celle de liquidités.

Ce sont elles qui permettent d'éviter l'effondrement du gigantesque Ponzi de dettes orchestré par les banques centrales qui s'est enclenché en 2008 et qui vient d'accélérer au-delà des limites du concevable depuis mars 2020. Le château de cartes financier semble bien parti pour s'effondrer, pas seulement d'un seul côté, mais des deux, ainsi que par le milieu… en mode « réaction en chaîne ».

Le principal péril, une fois les actifs spéculatifs au tapis, c'est la perte de confiance dans les « monnaies dettes », et l'euro reste la plus dysfonctionnelle des monnaies de réserve. Le dollar souffre de son côté de l'allergie suscitée par son statut impérialiste, les États-Unis imposant le contrôle de qui peut ou non utiliser sa monnaie et quel usage peuvent en faire les uns et les autres.

Xi Jinping a mis plusieurs fois en garde les États-Unis contre le gonflement excessif de sa dette – une façon à peine voilée de critiquer la gestion du dollar – et il vient d'avertir la Maison-Blanche de ne pas se lancer dans un « conflit de civilisation » (allusion à Taïwan) avec son pays.

Car Biden, s'il honnit son prédécesseur, a tout de même repris à son compte la rhétorique de Trump : il n'est plus question de la Chine mais du « *Parti communiste chinois* » et il confirme que « les États-Unis doivent se couper de Pékin, comme on se sèvre d'une drogue dure ».

Mais, si les États-Unis ne veulent plus de la Chine, pourquoi cette dernière voudrait-elle encore détenir du dollar et des T-Bonds qui représentent des créances de moins en moins sûres ?

L'enjeu pour les banquiers centraux occidentaux, face à une inflation hors de contrôle, c'était depuis un an : « *Comment s'exonérer de nos responsabilités et à qui faire porter le chapeau ?* » Vladimir Poutine, le « méchant de l'histoire », est tombé à point nommé.

L'accumulation des troupes russes aux frontières de l'Ukraine a occulté l'accumulation des pertes sur les marchés obligataires. Les menaces d'invasion ont occulté les menaces de hausse de taux suivie d'une « normalisation » du bilan des banques centrales : le remake du scénario de l'automne 2018… le cauchemar des marchés.

C'est évidemment quand tout le monde devient baissier – comme depuis le vendredi 29 avril – qu'il faut s'attendre à un rebond des marchés. Mais cela n'a jusqu'alors fonctionné seulement parce que la Fed et la BCE manœuvrent de façon à ce qu'il en soit ainsi… depuis 2009 à Wall Street et 2012 dans l'Eurozone.

Jeff Bezos, l'homme qui a perdu 35 Mds$ en une séance le 29 avril n'est pas dupe de la situation. Le patron d'Amazon, qui fut longtemps l'homme le plus riche du monde, est bien conscient que son business a été incroyablement favorisé par l'argent magique des banques centrales, la croissance à crédit, et plus récemment les chèques fédéraux ou le « *quoi qu'il en coûte* ».

Alors que le cours d'Amazon a subi le 29 avril sa plus lourde chute en une seule séance de son histoire (-14% soit 200 Mds$ de capitalisation partis en fumée), Jeff Bezos (qui a perdu 35 Mds$ de fortune personnelle ce jour-là) avait déclaré de façon un peu prophétique quelques jours auparavant :

> *« La plupart des gens sous-estiment considérablement le caractère exceptionnel du rally haussier* [des 13 dernières années]. *Le mouvement semble inexorable, jusqu'à ce qu'il ne le soit plus. Les marchés apprennent de leurs erreurs et il arrive que les leçons puissent être douloureuses. »*

Et Jeff Bezos enchaînait avec une citation de l'un de ses maîtres à penser, Bill Gurley :

> *« Une génération entière d'entrepreneurs et d'investisseurs technologiques a bâti sa vision de l'avenir sur une vision biaisée par une incroyable course haussière du secteur notamment au cours des 6 dernières années »* (depuis que la BCE a commencé à son tour à faire tourner la planche à billets, NDLR).

Bill Gurley conclut :

> *« Le processus de 'désapprentissage' peut être douloureux, surprenant et troublant pour la plupart des acteurs.»*

Voilà ce qui semble se profiler pour les inconditionnels des valeurs « de croissance », embarquées dans une dynamique de décroissance sans précédent depuis 20 ans, et qu'ils ne veulent pas voir.

▲ **RETOUR** ▲

Panique à la BCE

rédigé par François Asselineau 5 juillet 2022

Les contradictions de l'euro s'aggravent continuellement ; cette situation ne pourra pas durer éternellement…

La fulgurante hausse des taux d'intérêt sur les dettes souveraines des pays de la zone euro a semé un début de panique à la BCE, qui a réuni en catastrophe son Conseil des gouverneurs le 15 juin 2022.

Après cette réunion, la BCE a promis « une certaine flexibilité » et chargé ses équipes [sic] « d'accélérer » la conception d'un nouvel « instrument anti-fragmentation » (?) pour lutter contre un écart trop important des taux entre pays du nord et pays du sud de la zone euro. Tout ceci ne veut rien dire de précis et témoigne de la panique des gouverneurs de la BCE, qui en sont réduits, 20 ans après la création de l'euro, à « demander à leurs collaborateurs » d'imaginer en urgence la solution d'un problème insoluble !

Derrière ces mots énigmatiques et ronflants, on ne voit guère se profiler que la reprise des achats d'obligations souveraines des pays du sud, au premier rang desquels Italie et France. C'est-à-dire exactement ce que plusieurs Etats du nord, dont l'Allemagne, la Finlande, l'Autriche et les Pays-Bas, ne veulent plus à aucun prix.

Malgré l'absence de résultat concret, Bruno Le Maire s'est félicité de cette réunion : « On voit bien que ce qui garantit le maintien de la croissance – qui est notre priorité –, le maintien de la création d'emplois, la capacité à financer la transition écologique, c'est la visibilité. » Et il a conclu que « la visibilité est le choix qui a été fait par la Banque centrale européenne, c'est le choix qui a été fait par Christine Lagarde, et cela me semble le seul choix sage ».

Le Maire est bien le seul à voir de la « visibilité » là où personne ne voit rien, sinon des nuages noirs qui s'amoncellent.

Rapt financier

Le « whatever it takes » de Mario Draghi lancé à Londres en juillet 2012, rapidement accompagné d'un programme de rachat massif d'actifs obligataires, avait suffi à calmer les marchés et à réduire les écarts de rendements des émetteurs souverains de la zone euro. Dix ans plus tard, rien n'est réglé et les marchés croient toujours aussi peu à la survie de l'euro et à sa capacité à faire face à des chocs macro-économiques.

L'annonce d'un instrument « anti-fragmentation » de la zone euro par la BCE est, en soi, un aveu d'échec : 23 ans et demi après son lancement le 1er janvier 1999, l'euro est toujours incapable de se tenir debout par lui-même et a constamment besoin de mesures d'urgence pour ne pas se fragmenter.

Pour l'instant, les nouvelles annonces de la BCE n'ont pas eu d'effet notable sur la divergence des taux d'intérêts souverains à l'intérieur de la zone euro. C'est qu'il y a des différences de taille entre 2012 et maintenant :

- d'une part, l'inflation et une situation de taux réels déjà très négatifs, qui empêchent d'envisager sérieusement de nouvelles baisses des taux ou une BCE à nouveau extrêmement accommodante ;
- d'autre part, la cristallisation d'oppositions irréductibles entre pays du nord et pays du sud de la zone euro sur la gestion monétaire.

Ce que les économistes de la BCE ont pudiquement désigné sous le vocable d'« assouplissement quantitatif » est appelé « répression financière » par les détenteurs de capitaux, notamment au « nord », qui ont vu fondre les

rendements de leurs placements sûrs, destinés à assurer leur retraite par exemple. Ce sentiment de rapt financier est aujourd'hui renforcé par l'inflation qui, dans certains pays de la zone euro dépasse 10%.

La BCE est donc coincée entre son « mandat explicite » qui lui commande d'amener l'inflation à 2% – donc à procéder à une hausse des taux – et son « mandat implicite » qui est de sauver l'euro, ce qui lui commande, au contraire, de maintenir des taux bas pour permettre aux émetteurs souverains du sud de la zone euro – dont les stocks de dette ont explosé au passage à l'occasion du Covid-19 – de se financer à un coût acceptable.

Quoi qu'il en coûte… pour maintenir l'euro

Peu d'hommes politiques ont aussi bien résumé l'opposition entre le nord et le sud de la zone euro que l'ancien ministre néerlandais des Affaires sociales et de l'Emploi, Bert de Vries, jadis ardent partisan de la « construction européenne ». Dans un entretien au journal néerlandais Trouw, il avait répondu ceci à la question « pourquoi regrettez-vous la création de l'euro ? » :

« Le projet est au point mort, il ne peut pas continuer ainsi. Il existait déjà d'énormes tensions entre les Etats membres du nord et du sud et ces tensions ont été exacerbées par la crise du coronavirus. Les pays du sud sont si incroyablement plombés par leurs dettes publiques qu'ils ne peuvent plus la gérer par eux-mêmes ; ils veulent l'aide des pays du Nord, mais ils ne l'obtiennent pas, ou ne l'obtiennent pas suffisamment, et le traité de Maastricht l'interdit également.

La Banque centrale européenne apporte alors son aide, mais la Cour constitutionnelle allemande vient de trancher [NDLR : en mai 2020] *que cela ne doit pas aller au-delà de son mandat.*

Tout est rendu secondaire pour maintenir cette union monétaire à tout prix. Nous n'obtenons plus d'intérêts sur nos économies, nos retraites sont réduites, les entreprises sont encouragées à s'endetter, et tout cela pour maintenir les taux d'intérêt suffisamment bas pour que la dette nationale de l'Italie reste gérable. Tôt ou tard, cela va très mal finir. Ce n'est pas durable. »

C'était en mai 2020. Depuis, les contradictions de l'euro se sont largement aggravées. Cette situation ne pourra pas durer éternellement.

▲RETOUR▲

« La France peut-elle échapper à une crise financière ? »

par Charles Sannat | 11 Oct 2024

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Le problème qui se profile est insoluble ou presque. Nous avons mangé la grenouille.

Par exemple le paiement des retraites des fonctionnaires (je n'ai rien contre les retraités de la fonction publique) représente 3 % de PIB de déficit chaque année et rien n'a été provisionné d'où les manœuvres répétées des différents gouvernements pour mettre la main sur les autres caisses de retraites qui, elles, sont "équilibrées".

Alors que le budget vient à peine d'être présenté, ce qui était pressenti arrive. Que des hausses d'impôts et presque aucune baisse de dépense.

Et même comme ça rien ne dit que Michel Barnier pourra faire voter son budget.

Demain quand vous lirez ces lignes nous attendrons **la dégradation de la note de la France par l'agence Fitch.**

Puis ce sera Moody's et S&P qui viendront nous décerner une mauvaise note.

Alors que nous restera-t-il comme solution ?

La crise financière.

La défiance des marchés.

Et l'obligation par nos partenaires de faire de vraies économies.

Cela couinera très fort.

Ce que j'essaie d'expliquer dans cette vidéo c'est que l'on ne peut pas payer éternellement avec de l'argent que nous n'avons pas.

Peu importe que cela soit juste ou pas.

Ce n'est pas possible.

C'est encore moins possible, et je n'ai pas eu le temps de le dire, que nous n'avons plus la maîtrise de notre monnaie.

Nous ne pouvons plus monétiser notre dette.

Nous ne pouvons plus demander à notre Banque de France de racheter notre dette.

Nous avons perdu les attributs de notre souveraineté monétaire.

Si l'ajustement ne peut pas être aussi un peu monétaire alors il est exclusivement budgétaire et c'est objectivement très violent.

Plus grave, vous avez un indicateur avancé de crise financière. Un véritable signal faible mais très fort que l'État est exsangue et dans une situation terrible.

Je vous dévoile tout dans ce Flash Stratégie intitulé “*Faillite de la France. Un signal faible détecté*”. C’est une information que vous devez avoir. Je vous rappelle également les quelques mesures d’urgence que vous pouvez prendre pour atténuer les effets d’une crise financière. Je ne vous dis pas que la crise financière est certaine à court terme. Je vous dis qu’elle devient possible notamment en raison de cet indicateur inquiétant, mais aussi parce que cela s’inscrit dans un moment spécifique où vous avez des notations d’agence de notation qui rentrent en résonnance avec une discussion budgétaire qui sera forcément houleuse et une issue incertaine. Ce contexte est explosif pour les marchés, qui sont “calmes” à ce stade, mais **la tempête peut surgir en quelques heures.**

https://youtu.be/iCkdUGguLlE

• • •

.C’est faire insulte aux pauvres de faire le lien entre la misère sociale et la délinquance pour David Lisnard

C’est faire insulte aux pauvres de faire le lien entre la misère sociale et la délinquance et c’est une évidence, car si l’on peut comprendre et admettre qu’une personne vole pour se nourrir et survivre, c’est d’ailleurs prévu par la loi par ce que l’on appelle “*l’état de nécessité*”. En revanche, rien ne peut expliquer ou justifier d’un point de vue “social” la violence, les viols, les vols de belles voitures ou de montres de luxe.

C’est cela que dit David Lisnard, de même qu’il parle de la nécessaire ambition éducative.

Vous avez vu comme c’est rare cette idée d’ambition éducative.

Il ose même évoquer la “morale” un mot tabou qui pourtant permet la vie en société.

On peut ne pas aimer Lisnard notamment sur certaines de ses positions prises pendant la pandémie, il n’en pose pas moins de bons débats dont la France veut trop faire l’économie en les évitant.

• • •

.Récession en Allemagne, vers une croissance 0 en France dès le dernier trimestre

La croissance risque de se gripper à l’approche de l’hiver, avertit l’Insee pour qui la croissance du PIB devrait faire du surplace (0 %) au dernier trimestre, selon l’Insee. Plombée par une demande en berne, l’économie tricolore s’enfonce dans un hiver à hauts risques. Entre le plan de rigueur à venir et la stagnation, les mauvais signaux se multiplient.

“*Les nuages noirs s’accumulent au-dessus de l’économie française. Entre des coupes budgétaires à venir, des hausses d’impôts et une conjoncture morose, les entreprises et les ménages s’apprêtent à vivre des mois difficiles.*

Dans sa note de conjoncture dévoilée ce jeudi, l'Insee a maintenu sa prévision de croissance pour 2024 à 1,1 %, soit un niveau équivalent à la prévision du gouvernement figurant dans le budget 2025, présentée ce jour."

Mais ce n'est pas la seule raison.

En Allemagne le gouvernement table désormais sur une récession.

Aux Etats-Unis, la croissance est en train de ralentir également.

En Chine, le gouvernement est obligé d'ouvrir en grand les vannes monétaires pour tenter de redémarrer l'économie chinoise. Ne nous leurrons pas, vu les mesures protectionnistes que nous prenons, la Chine fera la même chose et ces injections de liquidités de Pékin ne profiteront que peu aux grandes entreprises occidentales.

Bref, la France va se retrouver bien seule et sans un océan de croissance mondiale pour nous sauver. **Les locomotives économique internationales comme la Chine ou les Etats-Unis**, sans être à l'arrêt, ne débordent pas d'un grand dynamisme.

▲RETOUR▲

.La guerre et l'argent

La plupart des questions n'ont pas beaucoup d'importance. Deux d'entre elles sont très importantes : la guerre et l'argent. La Constitution les place dans une catégorie spéciale, en insistant sur le fait que les représentants du peuple au Congrès doivent prendre les choses en main.

Bill Bonner Vendredi 11 octobre 2024

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland

Le cynisme est une attitude caractérisée par une méfiance générale à l'égard des motivations des autres. Un cynique peut avoir un manque général de foi ou d'espoir dans les personnes motivées par l'ambition, le désir, l'avidité, la gratification, le matérialisme, les objectifs et les opinions qu'un cynique perçoit comme vains, inaccessibles ou finalement dénués de sens. **-Wikipedia**

Aujourd'hui, nous ajoutons un mot au vocabulaire anglais... et donnons un coup de pouce à tous ceux qui essaient de comprendre les politiques publiques.

Le cynisme remet en question les motivations des autres. Notre nouveau mot, « cynisme », est un moyen d'éviter d'être lésé par eux.

Dans la vie publique, on prétend améliorer le monde. Certains disent : « Faites ceci », d'autres : « Faites cela ». Faites ceci », disent les uns, "faites cela", disent les autres. Le cynisme nous dit ce qui se passe réellement : ce qu'ils proposent ne marchera pas... et ceux qui le proposent sont des imposteurs.

Hier, nous avons reçu le dernier rapport sur l'inflation. Le New York Post :

L'inflation a augmenté plus que prévu le mois dernier, ce qui réduit les espoirs d'une nouvelle baisse importante des taux d'intérêt de la part de la Fed.

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,4 % par rapport à l'année précédente en septembre, ce qui est supérieur à la hausse de 2,3 % attendue par les économistes, a déclaré le département du travail jeudi.

D'un mois sur l'autre, l'IPC a augmenté de 0,2 %, soit une hausse plus forte que celle de 0,1 % attendue par les économistes, mais égale à celle de 0,2 % enregistrée en août.

L'inflation « de base » - une mesure très surveillée par les économistes qui exclut les coûts volatils de l'alimentation et de l'énergie - a augmenté de 3,3 % par rapport à l'année précédente, dépassant également les prévisions des économistes qui tablaient sur une augmentation de 3,2 % d'une année sur l'autre.

La Fed avait promis de stimuler l'économie avec des taux bas. Mais elle les a maintenus à un niveau beaucoup trop bas pendant beaucoup trop longtemps. La croissance du PIB s'est ralentie. Aujourd'hui, la Fed ne peut pas augmenter les taux pour lutter contre l'inflation, car la dette est trop importante. Des taux plus élevés entraîneraient l'effondrement de l'économie. C'est « gonfler ou mourir ». La Fed n'a d'autre choix que de gonfler... afin de réduire la valeur réelle de la dette.

Que faire ?

« Un ami français a cité son père, cynique de la première heure, en disant : ***« Quoi qu'ils te disent de faire, fais le contraire ».***

Dans le cas du père, il était maire d'une petite ville de France en 1944. Un soldat allemand avait été abattu à proximité. L'officier allemand lui a demandé de rassembler tous les habitants de la ville sur la place du village le matin.

> *« C'était une condamnation à mort », explique notre ami. « Il y aurait des représailles. Peut-être que dix citoyens seraient tués. Peut-être tous. Alors, mon père a fait passer le mot... et ils sont tous allés se cacher dans les bois ».*

Le cynisme peut vous protéger dans de nombreuses circonstances. Par exemple, un courtier en bourse vous dit qu'il a trouvé le « prochain Nvidia ». Le cynisme vous pousse à vous demander pourquoi il ne le garde pas pour lui. Le cynisme vous dit de « dire non ».

Mais le cynisme est particulièrement utile pour évaluer les politiques publiques et leurs effets sur votre patrimoine. Comme le disait Ronald Reagan, la phrase la plus dangereuse de la langue anglaise est : « *Je suis du gouvernement et je suis là pour vous aider* ». Le cynisme vous dit que tout ce qu'il promeut sera une arnaque et un échec.

La plupart des questions n'ont pas beaucoup d'importance. Mais deux d'entre eux sont très importants : la guerre et l'argent. C'est pourquoi la Constitution les place dans une catégorie spéciale, en insistant pour que les représentants du peuple au Congrès prennent les choses en main.

Dans les deux cas, le Congrès n'a pas seulement laissé tomber la balle, il l'a détruite. Nous sommes aujourd'hui engagés dans deux guerres majeures... en fournissant du matériel et des renseignements. La plupart des gens sont opposés à ces deux guerres ; ils préféreraient que l'argent soit dépensé pour venir en aide aux victimes des ouragans.

Mais où est le Congrès ? Où était la discussion sur la façon dont nous allions payer la guerre ? Pourquoi nous battons-nous ? Et cela en vaut-il la peine ?

Cela n'a pas eu lieu. Le Congrès s'est défilé.

Et qu'en est-il du budget ? Il est évident, même pour le plus grand des crétins de Washington, que l'on ne peut pas continuer à emprunter, imprimer et dépenser autant que l'on veut... sans que cela ait des conséquences.

> *Les guerres nous rendront plus sûrs », disent les autorités fédérales. Et les taux d'intérêt plus bas nous rendront plus riches ».*

Le cynisme nous pousse à ne pas les croire.